

DIALOGUE GLOBAL

15.1

3 numéros par an, en plusieurs langues

Entretien avec
Joan Martínez-Alier

Volodymyr Shelukhin

La sociologie marocaine
et le Forum de l'ISA
de 2025

Adbelfattah Ezzine
Abdellatif Kidai
Driss El Ghazouani
Kawtar Lebdaoui

Ouvrir la science

Fernanda Beigel
Eunjung Shin
Jae-Mahn Shim
Ana María Cetto
Sarita Albagli
Ismael Ráfols

Perspectives
théoriques

Gabriel Kessler
Gabriel Vommaro

Rubrique ouverte

- > **Haïti : crépuscule d'un État**
- > **Les conflits liés à l'extraction "verte"
dans les Amériques**
- > **Les associations de sociologie en Amérique latine**
- > **La sociologie latino-américaine et caribéenne
en temps de crises et d'incertitude**

MAGAZINE



Association
Internationale
de Sociologie
isa

VOLUME 15 / NUMÉRO 1 / AVRIL 2025
<https://globaldialogue.isa-sociology.org/>

DG

> Éditorial

Cette année *Dialogue Global* fête ses 15 ans. Tout a commencé de manière artisanale, sous l'extraordinaire impulsion de Michael Burawoy. En septembre 2010, il écrivait dans son premier éditorial : « Nous souhaitons que ce bulletin devienne le point de rencontre pour l'échange d'idées au sein de notre communauté globale ». Fin 2014, après le XVIII^e Congrès mondial de l'ISA au Japon, *Dialogue Global* a cessé d'être un bulletin pour devenir un magazine, dont la publication est passée progressivement de 4 à 17 langues, combinant des articles en ligne et quatre (puis trois) numéros par an élaborés de manière professionnelle. Lola Busuttil et August Bagà, qui ont participé à sa réalisation depuis sa création, ont un rôle important dans cette réussite.

Fin 2017, Michael Burawoy a retracé brièvement l'histoire du magazine dans son [éditorial du numéro 7.4](#), dont je recommande vivement la lecture. [Brigitte Aulenbacher et Klaus Dörre, qui lui ont succédé à partir du numéro suivant, ont repris cet héritage](#) tout en œuvrant à la consolidation du magazine. Pendant les [cinq années passées à la tête de la rédaction](#), ils ont diversifié *Dialogue Global* tout en maintenant son caractère accessible, critique et pluraliste. Lorsqu'en 2023 j'ai pris le relais de rédacteur en chef avec l'assistance de Carolina Vestena et Vitória Gonzalez, j'ai identifié trois tâches principales : consolider une sociologie publique et globale à partir de l'Association internationale de Sociologie (ISA) mais aussi au-delà, réorganiser et assurer la stabilité des rubriques de *Dialogue Global*, et enfin redéfinir les stratégies de communication et de diffusion.

Des progrès ont été réalisés dans différents domaines mais beaucoup d'autres aspects restent à résoudre. Le quinzième anniversaire de *Dialogue Global* et le V^e Forum ISA de Sociologie à Rabat seront une bonne occasion de le faire. Tout au long de cette année, certains des principaux défis pour une sociologie publique et globale seront discutés dans nos pages. Nous ouvrirons également divers dialogues avec tous ceux et celles qui souhaitent contribuer à ce projet. Dans un contexte de tourmente mondiale, *Dialogue Global* doit être en mesure d'apporter des réponses globales aux crises de notre temps, en jetant des ponts entre les différentes réalités et les différentes cultures académiques et en proposant des alternatives intellectuelles et politiques.

Ce numéro s'ouvre sur un entretien entre le sociologue ukrainien Volodymyr Shelukhin et l'intellectuel catalan Joan Martínez-Alier, qui est l'une des figures de proue de l'écologie politique et économique. Au cours de cette conversation, ils examinent l'héritage de Serhii Podolynsky, l'un des grands intellectuels ukrainiens du XIX^e siècle, et le tournant écologique au niveau de la théorie sociale.

La première rubrique présente un large aperçu de la sociologie au Maroc à travers différents sujets, tels que l'institutionnalisation de la sociologie au Maroc, la tension entre les écoles sociologiques coloniales et étrangères et l'émergence d'une « école marocaine de sociologie », et présente certains des auteurs et des questions qui apparaissent comme les plus pertinents dans le débat national ainsi que les tendances actuelles de la pratique sociologique dans le pays. En prévision du Forum de l'ISA qui se tiendra à Rabat du 6 au 11 juillet prochain, je recommande la lecture de ces articles signés par Adbelfattah Ezzine, Abdellatif Kidai, Driss El Ghazouani et Kawtar Lebdaoui, ainsi que la rubrique sur la sociologie du Maghreb publiée en 2021 [dans le numéro 11.3](#).

La rubrique suivante nous invite à réfléchir à la sociologie publique et globale à travers le prisme de la science ouverte. Les articles réunis par Fernanda Beigel, qui a présidé le Comité consultatif de l'UNESCO sur la science ouverte, nous présentent des réflexions clés sur la relation entre science ouverte, inclusion et interculturalité (F. Beigel), la spécificité de la science ouverte dans différents contextes culturels (Eujing Shin et Jae-Mahn Shim), les possibilités de décommercialisation de la science (Ana María Cetto), les tendances de la science citoyenne, ouverte aux dialogues avec la science communautaire, la science participative et la participation des citoyens à la science (Sarita Albagli), et la relation entre la science ouverte, le care et la justice épistémique (Ismael Ràfols).

Dans la rubrique intitulée « Perspectives théoriques », deux des principaux sociologues argentins contemporains, Gabriel Kessler et Gabriel Vommaro, tentent de répondre à la question de savoir comment étudier la polarisation politique en proposant un intéressant cadre conceptuel ancré dans des études empiriques de la réalité latino-américaine.

Enfin, la « Rubrique ouverte » commence par une analyse lucide de l'intellectuel haïtien Jean-Marie Théodat de la logique qui sous-tend la débâcle actuelle dans le pays caribéen. Dans l'article suivant, Mariana Walter, Yannick Deniau et Viviana Herrera Vargas cartographient et analysent 25 cas de conflits liés à l'extractivisme vert dans les Amériques. Les deux derniers articles sur la sociologie latino-américaine comprennent le compte rendu de Miguel Serna sur l'état des associations latino-américaines de sociologie et la déclaration approuvée par l'Assemblée de ALAS (Association latino-américaine de Sociologie) lors de son dernier congrès de novembre 2024 en République dominicaine. ■

Restez attentifs aux prochains numéros pour plus d'informations. Longue vie à *Dialogue Global*, et merci à tous ceux et celles qui permettent à cette publication d'exister !

Breno Bringel, rédacteur en chef de *Dialogue Global*

P.S. : Alors que nous étions en train de clore cette édition, nous avons appris le décès tragique de Michael Burawoy. Avec ce décès, nous perdons un intellectuel exceptionnel, grand défenseur à l'échelle mondiale de la sociologie publique, fondateur et soutien enthousiaste de *Dialogue Global*, et un être humain d'une formidable générosité. En hommage à tout ce qu'il représentait, nous consacrerons notre prochain numéro à sa mémoire.

> *Dialogue Global* est disponible en plusieurs langues sur [son site web](#).

> Les propositions d'articles sont à adresser à globaldialogue@isa-sociology.org.

> Comité de rédaction

Rédacteur en chef : Breno Bringel.

Rédactrices adjointes : Vitória Gonzalez, Carolina Vestena.

Réviseur : Christopher Evans.

Chefs d'édition : Lola Busuttil, August Bagà.

Consultants : Michael Burawoy, Brigitte Aulenbacher, Klaus Dörre.

Équipes régionales

Monde arabe : (*Liban*) Sari Hanafi, (*Tunisie*) Fatima Radhouani, Safouane Trabelsi.

Argentine : Magdalena Lemus, Juan Parcio, Dante Marchissio.

Bangladesh : Habibul Khondker, Khairul Chowdhury, Shaikh Mohammad Kais, Abdur Rashid, Mohammed Jahirul Islam, Touhid Khan, Helal Uddin, Masudur Rahman, Rasel Hussain, Ruma Parvin, Yasmin Sultana, Md. Shahidul Islam, Sadia Binta Zaman, Farheen Akter Bhuian, Arifur Rahaman, Ekramul Kabir Rana, Saleh Al Mamun, Alamgir Kabir, Suraiya Akter, Taslima Nasrin, Mohammad Nasim, S. Md. Shahin.

Brésil : Fabrício Maciel, Andreza Galli, José Guirado Neto, Jéssica Mazzini Mendes, Carine Passos.

France/Espagne : Lola Busuttil.

Inde : Rashmi Jain, Manish Yadav.

Iran : Reyhaneh Javadi, Niayesh Dolati, Elham Shushtarizade, Ali Ragheb.

Pologne : Aleksandra Biernacka, Anna Turner, Joanna Bednarek, Sebastian Sosnowski.

Roumanie : Raluca Popescu, Raisa-Gabriela Zamfirescu, Bianca-Elena Mihăilă.

Russie : Elena Zdravomyslova, Daria Kholodova.

Taiwan : WanJu Lee, Zhi Hao Kerk, Chien-Ying Chien, Yi-Shuo Huang, Mark Yi-Wei Lai, Yun-Jou Lin, Tao-Yung Lu, Ni Lee.

Turquie : Gül Çorbacıoğlu, Irmak Evren.



Volodymyr Shelukhin interviewe **Joan Martínez-Alier** au sujet de Serhii Podolynsky et du tournant écologique dans la théorie sociale.



La sociologie marocaine et le prochain Forum de l'ISA sont abordés à travers la tension entre les écoles sociologiques coloniales et étrangères et l'émergence d'une « école marocaine de sociologie ».



L'article théorique est consacré à la question de savoir **comment étudier la polarisation politique**, en s'appuyant sur des études empiriques de la réalité latino-américaine.

Crédit pour la page de couverture : Martin Vorel, Wikimedia Commons.



Dialogue Global est rendu possible grâce au généreux concours des **Éditions SAGE**.

Édition française : ISSN 2519-8696

> Dans ce numéro

Éditorial 2

> PARLONS DE SOCIOLOGIE

Podolynsky et le tournant écologique de la théorie sociale
Entretien avec Joan Martínez-Alier

Volodymyr Shelukhin, Ukraine 5

> LA SOCIOLOGIE MAROCAINE ET LE FORUM DE L'ISA 2025

L'institutionnalisation de la sociologie au Maroc

Adbelfattah Ezzine, Maroc 8

Repenser la sociologie contemporaine au Maroc

Abdellatif Kidai et Driss El Ghazouani, Maroc 12

Sociologie au Maroc et sociologie générale

Kawtar Lebdaoui, Maroc 16

> OUVRIR LA SCIENCE

Le domaine controversé de la science ouverte et de l'inclusion

Fernanda Beigel, Argentine 18

La dialectique de la science ouverte
depuis la recommandation de l'UNESCO

Eunjung Shin et Jae-Mahn Shim, Corée du Sud 22

Decommercialiser la science : une utopie ?

Ana Maria Cetto, Mexique 24

La science citoyenne et l'émergence de nouveaux droits

Sarita Albagli, Brésil 27

Repenser la science ouverte
dans le souci de l'équité et de l'inclusion

Ismael Ràfols, Pays-Bas/Espagne 30

> PERSPECTIVES THÉORIQUES

Polarisation et conflit politique en Amérique latine

Gabriel Kessler et Gabriel Vommaro, Argentine 33

> RUBRIQUE OUVERTE

Haïti : crépuscule d'un État

Jean-Marie Théodat, Haïti/France 36

Cartographie des conflits liés à l'extraction "verte"
dans les Amériques

**Mariana Walter, Espagne, Yannick Deniau, Mexique
et Viviana Herrera Vargas, Canada** 40

Brève cartographie des associations latino-américaines
de sociologie

Miguel Serna, Uruguay 44

La sociologie latino-américaine et caribéenne en temps
de crises et d'incertitude

ALAS (Association latino-américaine de Sociologie) 47

**“Pour réaliser l’objectif d’assurer une justice épistémique,
il est nécessaire de repenser notre manière de concevoir
et de promouvoir la science ouverte”**

Ismael Ràfols

> Podolynsky

et le tournant écologique de la théorie sociale

Entretien avec Joan Martínez-Alier



Joan Martínez-Alier, 2009. Crédit : Wikimedia Commons.

Serhii Podolynsky (1850-91) est l'un des sociologues ukrainiens les plus originaux du XIX^e siècle. Son influence a été aussi importante que peu étudiée. Était-il avant tout un agitateur révolutionnaire, un chercheur accompli ou un savant fou ? Drahomanov, qui collabora avec Podolynsky, prit en même temps ses distances avec l'anarchiste passionné. [Mykhailo Hrushevsky](#) et [Mykyta Shapoval](#) le considéraient comme l'un des fondateurs de la sociologie ukrainienne. Ses idées, popularisées par Volodymyr Vernadsky,

le premier président de l'Académie ukrainienne des Sciences, ont inspiré des écrivains. Elles ont également été déterminantes pour le sociologue catalan **Joan Martínez-Alier**, qui est l'un des fondateurs de l'économie écologique et de l'écologie politique, et dont les idées ont jeté les bases de ce qu'on appelle « l'École de Barcelone ». Le professeur Martínez-Alier a reçu le prix Balzan, l'un des prix européens les plus prestigieux dans le domaine des sciences sociales et humaines, et le prix Holberg, souvent comparé au prix Nobel dans le domaine des sciences sociales. Dans les deux discours qu'il a prononcés à l'occasion de la remise de ces prix, Martínez-Alier a mentionné Serhii Podolynsky.

Martínez-Alier avait prévu de présenter un rapport consacré à Serhii Podolynsky, mais les circonstances l'en ont empêché. Cet entretien, mené par **Volodymyr Shelukhin**, du Département des Structures et des Relations sociales de l'Université de Kiev (Ukraine), remplace le rapport initialement prévu. L'entretien a été préparé dans le cadre de la conférence «[Potential Classics: Superseded, Forgotten, and Uncovered in the History of Ukrainian Sociology](#)» organisée du 5 au 6 juin 2024 par la revue ukrainienne de sociologie SVOIE et la Faculté de Sociologie de l'Université nationale Taras Shevchenko de Kiev (où Serhii Podolynsky avait en son temps étudié). Cette conférence centrée sur l'histoire de la sociologie ukrainienne, qui a rassemblé des chercheurs ukrainiens et étrangers, a été la première du genre en Ukraine.

Volodymyr Shelukhin (VS) : Vous avez découvert Serhii Podolynsky à partir d'un ouvrage de [Volodymyr Vernadsky](#), mais comment en êtes-vous venu à lire ce livre ? Il n'est pas courant pour un spécialiste des sciences sociales de s'intéresser à un ouvrage de géochimie.

Joan Martínez-Alier (JMA) : Entre 1979 et 1982, j'ai publié avec l'économiste écologique espagnol José Manuel Naredo un exposé sur l'énergétique dans l'agriculture de Podolynsky, en espagnol, puis en catalan, et enfin en anglais dans *The Journal of Peasant Studies*. J'ai réalisé un tableau résumant les chiffres (kilocalories en moyens de production et en résultats de la production) de l'article de Podolynsky. J'ai lu *La Géochimie* (1924) de Vernadsky plus tard, en 1986, lorsque je préparais mon livre *Ecological Economics* (1987). Mon ami Jacques Grinevald, philosophe, épistémologue, écologiste et historien des sciences français, a attiré mon attention sur ce livre de Vernadsky et sur les pages de Vernadsky consacrées à l'énergie et à l'entropie, ainsi que sur son hommage à Podolynsky.

VS : Quelles sources avez-vous utilisées pour étudier l'héritage de Podolynsky parallèlement au livre de Vernadsky ? Dans les années 70, Podolynsky était en grande partie tombé dans l'oubli, et son article le plus important n'a été publié en anglais qu'en 2004.

JMA : L'article de 1880 de Podolynsky sur l'énergétique dans l'agriculture a été publié en italien, en allemand (que je peux lire), ainsi qu'en russe dans la revue *Slovo*, et probablement en ukrainien (que je ne peux pas lire sans aide), et ce n'est que bien plus tard qu'il a été traduit en anglais. Il s'agit de versions légèrement différentes du même article.

VS : Aviez-vous connaissance de l'étude de Roman Serbyn sur ce sujet lorsque vous avez commencé vos recherches sur l'héritage de Podolynsky ?

JMA : Oui, je connaissais le travail de [Roman Serbyn](#). Nous avons correspondu il y a de nombreuses années. Podolynsky a écrit, bien sûr, sur l'histoire économique de l'Ukraine. Il appartenait à un groupe d'intellectuels ukrainiens opposés à la Russie tsariste. En Russie, il était proche de Piotr Lavrov, qui était un *narodnik*, du nom d'un mouvement politique favorable à la paysannerie et opposé au tsarisme. Podolynsky a également rencontré Marx en personne, brièvement. En 1880, il vit en exil à Montpellier. Il avait étudié la médecine à Breslau (Wrocław) et à Zurich. Malheureusement il était malade et il est mort jeune. Il était proche du groupe *Narodnaïa Volia*. Mais il était, je dirais, un nationaliste ukrainien. Des universités ukrainiennes à Kiev et à Lviv portent le nom de [Mykhailo Drahomanov](#) et d'[Ivan Franko](#) qui ont été des amis et des sources d'inspiration de Podolynsky.

VS : D'une certaine manière, Serhii Podolynsky était un penseur inhabituel pour le XIX^e siècle. Son intérêt

pour la nature et les relations agraires à l'ère de l'industrialisation, des chemins de fer et des machines à vapeur semblait quelque peu dépassé.

JMA : Podolynsky a reçu une excellente formation scientifique. C'est pourquoi il a pu écrire son article sur l'énergétique dans l'agriculture. Il suivait de près les recherches sur l'énergie et citait [Moleschott](#), [Clausius](#) dans ses travaux. Il a ainsi pu calculer la quantité d'énergie solaire convertie en photosynthèse, et comment cette quantité augmentait (selon lui) lorsque le travail des hommes et des animaux était appliqué à l'agriculture. Le surplus augmentait (ce qu'il appelait en allemand *Mehrarbeit* lorsqu'il écrivait à Marx en 1880). Mais une grande partie de la production (au sens physique, mesurée en kilocalories) était produite naturellement, sans travail humain. Tout cela était encore assez nouveau en 1880. Les articles de Podolynsky ont été publiés en plusieurs langues en Europe, y compris dans la revue marxiste *Die Neue Zeit*, mais les auteurs marxistes n'étaient pas très intéressés. Ils n'écrivaient pas sur l'énergétique dans l'agriculture. Bien plus tard, dans les années 1970, certains écologistes comme David Pimentel et Howard T. Odum ont commencé à écrire sur l'énergétique écologique de l'économie humaine et sur le taux de retour énergétique de l'agriculture (c'est-à-dire le rapport entre l'énergie entrant dans un champ et l'énergie de la récolte). Ces travaux intéressent aujourd'hui l'économie écologique.

VS : Certains auteurs marxistes orthodoxes ont accueilli avec scepticisme votre interprétation de l'héritage de Podolynsky et de sa relation avec les thèses marxistes. Leur principal argument est que les travaux de Podolynsky ne peuvent pas être considérés comme marquant un tournant écologique dans les sciences sociales dans la mesure où il considérait la nature simplement comme un ensemble de ressources. Il avait une vision consumériste de la nature. Que répondez-vous à cette critique ?

JMA : En 1880-82 (Marx est mort au début de 1883), Marx et Engels ont lu des copies des articles de Podolynsky sur l'énergétique dans l'agriculture. Ils n'ont pas estimé que cela était intéressant pour l'étude de la société et de l'économie. Comme Engels l'a écrit à Marx, Podolynsky avait cherché à analyser l'économie d'un point de vue physique, ce qui était à son avis une erreur. Certains spécialistes du marxisme semblent penser qu'Engels ne pouvait pas lui-même se tromper. Je ne suis pas de cet avis.

VS : Quelles théories contemporaines en économie, en sociologie et dans d'autres domaines connexes pourraient se situer dans la ligne de Podolynsky ?

JMA : Podolynsky était en avance sur son temps car il a développé un modèle de production de biomasse basé sur des chiffres réalistes de la production et des moyens de production agricole, exprimés en unités d'énergie, c'est-

à-dire en kilocalories par hectare. Les kilocalories sont à prendre en compte à la fois du côté des moyens de production (photosynthèse plus travail humain et animal, ainsi que les semences, les engrais et aujourd'hui le pétrole, etc.) et des résultats de la production. Un adulte consomme approximativement entre 1800 et 2500 kcal par jour. Comme l'a écrit Vernadsky en 1924 : « Podolynsky a compris l'énergétique de la vie et a essayé d'appliquer ses découvertes à l'étude de l'économie ». Autrement dit, il s'intéressait au métabolisme social de l'agriculture, et son modèle pouvait être appliqué à l'ensemble de l'économie. Il a été reconnu comme un précurseur de l'énergétique dans l'agriculture et de l'économie écologique. Les études consacrées à l'énergie dans le domaine des sciences sociales, et dans celui de l'histoire économique et sociale, se sont développées dans une certaine mesure indépendamment de ses idées (parce qu'il est mort relativement jeune, et aussi parce que les universitaires marxistes connaissaient son travail mais ne l'appréciaient pas en raison des remarques négatives d'Engels dans sa correspondance avec Marx, publiée pour la première fois en 1919). Mais il n'a pas été oublié. Mon article de 1982 avec Naredo dans *The Journal of Peasant Studies* et mon livre de 1987 l'ont fait connaître à la nouvelle école d'économistes écologiques, ainsi qu'aux anthropologues écologiques. Par exemple, Roy Rappaport a publié en 1968 un livre sur l'énergétique dans l'agriculture (ainsi que sur le système social et la religion) d'un groupe de personnes en Nouvelle-Guinée, les Tsembaga Maring. Je l'ai lu en 1972, avant de découvrir l'article de Podolynsky et la réaction d'Engels. En fait, j'enseignais déjà l'énergie et l'agriculture avant que Howard T. Odum et D. Pimentel ne publient après 1971 leurs articles et leurs livres sur ce sujet.

Ma conclusion est que l'approche de Podolynsky présente un grand intérêt pour les domaines en plein essor des sciences sociales de l'environnement et de l'histoire de l'environnement. Il faut cependant savoir que des notions telles que « énergétique dans l'agriculture », « métabolisme social », « énergétique de la vie », « loi de l'entropie » et « processus économique » sont encore pratiquement inconnues de la plupart des économistes et sociologues.

VS : Certes, elles restent inconnues, mais le concept d'entropie est utilisé par un petit groupe de chercheurs en sciences sociales qui s'intéressent à la synergie. Connaissaient-ils les idées de Podolynsky ?

JMA : Je ne suis pas au courant au sujet de la synergie. Vous devriez lire *The Entropy Law and the Economics Process* (1971) de Nicholas Georgescu-Roegen. Il a mentionné Podolynsky, non pas dans ce livre, mais plus tard dans son article de 1986 intitulé « The Entropy Law and the Economic Process in Retrospect » (La loi de l'entropie et le processus économique rétrospectivement).

En 1986, Georgescu-Roegen, que j'avais rencontré en 1979 pendant quelques jours à Barcelone, avait lu le travail que j'avais réalisé avec Naredo sur Podolynsky et connaissait également les premières ébauches de mon livre de 1987, *Ecological Economics*. C'est là qu'il a appris l'existence de Podolynsky. D'ailleurs, la plupart des informations sur l'énergétique dans l'agriculture de Podolynsky, les réactions de Marx et Engels, et la réception par Vernadsky, sont expliquées dans mon livre *Ecological Economics* (1987, nouvelle édition : 1990).

VS : Votre projet de recherche actuel porte sur les conflits écologiques dans le monde. L'invasion russe de l'Ukraine a elle aussi une dimension écologique très importante. Bien que vous n'ayez pas encore étudié le contexte ukrainien, pourriez-vous donner quelques conseils d'ordre général à l'Ukraine sur la manière de relever ces nouveaux défis écologiques ? Est-il possible de construire une économie en croissance en harmonie avec la nature et la pensée écologique ?

JMA : Oui, avec l'Atlas mondial de la justice environnementale ([EJAtlas](#)), qui est une initiative collective, nous essayons de montrer qu'il existe de nombreuses luttes locales pour la justice environnementale. La croissance économique est parfois synonyme de destruction de l'environnement, par exemple par la pollution. Au sein de ces mouvements, les gens ont des ennemis similaires (par exemple, les grandes entreprises minières). J'ai lu récemment au sujet de plaintes déposées en Serbie contre la société chinoise Zijin qui exploite le cuivre à Bor. Il existe des centaines de conflits similaires. Il s'agit souvent d'entreprises transnationales. En Serbie également, des villageois ont récemment déposé une plainte contre la société Rio Tinto pour l'exploitation de mines de lithium. La croissance économique, dans tous les pays, ne devrait pas entraîner la destruction de l'environnement. Il en ira de même pour l'Ukraine lorsque la paix sera revenue. ■

Toute correspondance est à adresser à :
Volodymyr Shelukhin <volodymyr.shelukhin1991@gmail.com>

> L'institutionnalisation de la sociologie au Maroc

Abdelfattah Ezzine, président de l'Espace Médiation (EsMed) et fondateur et coordinateur national de l'Instance marocaine de Sociologie (Maroc)



Crédit : Magharebia, sur Openverse.

Maroc à des fins d'occupation et avec l'objectif de déstructurer la société marocaine tout en la reconstruisant selon une architecture imposée au nom d'une mission civilisatrice d'un pays perçu comme arriéré. À l'issue des négociations de la Conférence d'Algésiras, le Maroc a été converti en Protectorat français – après l'avoir préalablement amputé de ses territoires sahariens au profit de l'Espagne, lors de la Conférence de Berlin (1884-85) où les puissances coloniales européennes se sont partagé le continent africain.

La sociologie est apparue en Occident pendant la révolution industrielle comme un outil d'ingénierie sociale pour répondre aux déséquilibres et aux dysfonctionnements constatés au niveau du tissu social dans les pays concernés par cette révolution. Depuis, le savoir sociologique a donné lieu à des débats et à des réflexions sur son objet, sa méthodologie, ses approches, etc. De pensée sociale, ce savoir a évolué vers le statut de science, à laquelle les Anglo-Saxons – surtout aux États-Unis – ont donné le nom de « societology » (sociétologie), tandis que les francophones et les autres Européens adoptaient le terme de « sociologie/sociology », terme qui s'est depuis imposé.

Si le processus d'institutionnalisation de cette science a été similaire dans les aires socioculturelles anglo-saxonne et européenne, son émergence et son institutionnalisation ont suivi une trajectoire différente dans les pays du Sud (ou non occidentaux), et notamment au Maroc, qui est le sujet de cet article. Il s'agit ici d'éclairer le lecteur sur la trajectoire de la sociologie marocaine et les défis que doivent relever les sociologues au Maroc, avec l'éclairage d'autres sociologues qui estiment qu'ils sont soumis au « pouvoir du savoir » plutôt qu'au « savoir du pouvoir ».

> L'institutionnalisation de la sociologie au Maroc, avant le Protectorat

Il est important de rappeler que le Maroc a accueilli certaines des grandes figures qui ont participé à l'avancée du rationalisme (Ibn Rochd/Averroès, 1126-1198) et de la pensée sociale (Ibn Khaldoun, 1332-1406) dans l'aire méditerranéenne. En tant que « science de la société » et savoir scientifique, la sociologie a cependant été introduite au

Durant cette période, tout en voulant imposer aux autres nations européennes son droit à occuper le Maroc, la France a dépêché ses espions et ses collaborateurs pour collecter toute information susceptible de les éclairer sur la situation du pays et la composition de la société marocaine dans le but de mettre en place ce que j'appelle une « théorie de la domination », qui facilitera l'occupation du Maroc et l'instauration du Protectorat. Tout ce travail a été couronné par la fondation en 1904 de la Mission scientifique du Maroc, qui va éditer de manière périodique les *Archives marocaines* puis la *Revue du Monde musulman*. En 1914, juste après avoir imposé de force le statut de Protectorat au Maroc et en accord avec le résident général, une troisième publication est publiée en collaboration avec la Direction des Affaires indigènes et du Service des Renseignements, sous le titre de *Villes et tribus du Maroc*.

> L'institutionnalisation de la sociologie au Maroc, pendant le Protectorat

À l'époque, la sociologie et les disciplines sociales et humaines connexes s'inscrivaient dans une vision politique de domination suivant laquelle les sciences sociales constituaient un savoir au service de la mission civilisatrice que les États occupants – en l'occurrence la France et l'Espagne – s'étaient arrogé et voulaient imposer au pays.

Pendant la période du Protectorat (1912-56), peu de chercheurs non français ont été autorisés à mener leurs recherches au « Maroc français », alors que les autorités espagnoles toléraient la présence de chercheurs d'autres nationalités. En outre, la majorité des producteurs de savoir sociologique et social étaient des cadres de « l'autorité du Protectorat » (contrôleurs civils et militaires, hauts responsables de l'administration, etc.) tandis que seuls quelques

Marocains étaient maintenus comme informateurs (voire comme auxiliaires).

Les travaux menés à cette époque témoignent d'une situation où la sociologie était pratiquée au Maroc comme un moyen de pénétration et de soumission, la collecte d'informations étant destinée à mieux connaître les structures socio-politiques et économiques et les ressources du pays. Cependant, on observe des nuances entre les différentes aires de pratique.

> La sociologie du « Maroc français »

La sociologie française, qui à cette époque prônait le durkheimisme, construisait en même temps sa perception de la réalité marocaine autour d'une dichotomie, cultivant la conflictualité et l'antagonisme entre les composantes marocaines dans le but de mieux « diviser pour régner », et ce, non seulement pendant les 27 années de pacification mais aussi jusqu'à l'indépendance.

Cette dualité a produit des entités monolithiques que la littérature dite « académique » décrivait comme indiqué dans le tableau qui suit.

Ces dichotomies ont été intégrées par les entités administratives. Ce qui apparaît dans la première colonne était soumis au contrôle civil et ce qui apparaît dans la deuxième colonne au contrôle militaire, suivant une optique politico-territoriale où la zone civile correspondait au « Maroc utile » tandis que l'autre n'était qu'un « Maroc inutile ».

La sociologie du « Maroc français » a privilégié le colon comme fer de lance de ce mandat international que la France a voulu transformer en colonisation. Le pouvoir du résident général ne se substituait pas au pouvoir du sultan : il s'y superposait et le contournait moyennant des arrêtés viziriels. Au niveau méthodologique, cette sociologie a essayé d'adopter les méthodes de recherche et les techniques de collecte de données de l'époque. Le problème se posait au niveau de l'analyse et de l'interprétation. La plupart du temps, la collecte de données et d'informations, et leur interprétation, avaient pour référence la société d'origine. Cela laisse ap-

paraître un ethnocentrisme au niveau de l'élaboration des concepts aussi bien que des approches, non seulement dans le travail de terrain mais aussi dans les conclusions.

> La « sociologie espagnole » au Maroc

L'Espagne s'est globalement comportée dans sa zone d'influence de la même manière que la France, en s'appuyant sur les renseignements fournis par les missions dites scientifiques et autres sources d'informateurs. L'idée sous-jacente était de distinguer la réalité socio-politique et territoriale de cette zone de ses territoires marocains spoliés (Ceuta, Melilla et le Sahara).

Le savoir sociologique espagnol s'est articulé autour de la notion d'*africanismo*, liée aux « traumas » socio-historiques maroco-espagnols (Al-Andalus, la bataille d'Anoual, guerres civiles), et qui s'est érigée en référence idéologique et culturelle à l'encontre du Maroc sous plusieurs formes. Le poids social du passé entre les deux pays a préservé d'un « objectivisme volontariste » l'approche espagnole du Maroc, entravée par sa prétendue « mission civilisatrice ».

On peut conclure que « l'utilitarisme primaire » des travaux sociologiques espagnols et similaires n'avait pas comme objectif de construire un domaine d'étude ou même de spécialité, mais constituait une mission teintée d'humanisme religieux.

> La sociologie d'autres pays au Maroc

Rares étaient les sociologues d'autres pays qui se sont intéressés au Maroc, ou plutôt qui étaient autorisés à y mener des travaux de terrain, surtout après 1912. La plupart étaient basés à Tanger (décrétée zone internationale).

Les séjours du Finlandais Edvard Westermarck au Maroc se sont étalés entre 1898 et 1939. La principale raison derrière la réussite de ses voyages était sa relation avec son ami Sidi Abdeslam El Bakali (chérif de la région de Jbala), qui lui assurait la protection dans tous ses voyages. Tout comme Carleton Coon, qui publia *Tribes of the Rif* en 1917 (réédité en 1966), Westermarck reconnut l'hospi-

Dichotomies		Observations
Arabe	Berbère	Les Berbères sont aujourd'hui désignés comme « Amazighs », et leur langue est reconnue par la Constitution marocaine de 2011.
Chraâ (juridiction musulmane)	Droit coutumier	Le droit coutumier est considéré comme une variante de la juridiction musulmane. Les Juifs marocains, qui étaient autrefois des <i>dhimmis</i> (non-musulmans vivant sous la protection d'un État islamique, soumis à un statut particulier), sont reconnus comme des citoyens à part entière en vertu de la Constitution actuelle.
Bled Makhzen (territoire soumis au pouvoir central)	Bled Siba (territoire insoumis au pouvoir central)	Il faut faire la distinction dans l'histoire du Maroc entre <i>Siba</i> (dissidence, révolte ou rébellion) et prétendance. La <i>Siba</i> ne remet jamais en question le statut religieux du sultan en sa qualité de « commandeur des croyants », mais elle est dirigée contre son pouvoir politique.

talité, la compréhension et le haut degré de coopération aussi bien des Espagnols que de la société étudiée.

Si nous prenons ces étrangers d'horizons différents pour illustrer la participation à cette sociologie plurielle et polyglotte, c'est pour mieux montrer l'unicité de cette vision occidentalo-centriste qui fait que l'anthropologie (voire l'ethnologie) était pratiquée comme une « exo-sociologie » tandis que la sociologie proprement dite était perçue comme une « endo-anthropologie ».

> La situation de la sociologie au sein du Maroc indépendant

Depuis l'indépendance, la sociologie a été adoptée au Maroc de manière paradoxale. D'un côté, elle a été perçue par l'élite éclairée en rupture avec la tradition culturelle du Machrek comme une clé de la modernité visant à comprendre et à mieux diagnostiquer les maux de la société en vue de les surmonter et d'évoluer vers une société meilleure. De l'autre, elle a été perçue par le pouvoir comme une science qui dérange.

Si la coopération marocaine avec l'UNESCO a donné naissance en 1961 à l'Institut de Sociologie, sa fermeture en 1970 est intervenue dans le contexte d'événements fâcheux, qui ont été le corollaire des « années de plomb ». Une fois l'Institut fermé, la sociologie a été intégrée dans le Département de Philosophie et Psychologie, avec une spécialité en sociologie à partir du second cycle de licence (en 4 ans) et un diplôme de 3^e cycle, jusqu'au doctorat. Mais cette formation a été arabisée, comme tous les enseignements de sciences humaines dispensés dans les Facultés des Lettres et des Sciences Humaines (FLSH).

Pour contrer la montée de la pensée critique et ses accents socio-politiques de gauche, la sociologie a été bannie au profit de départements d'Études islamiques, qui ont été ouverts dans les 11 FLSH qui ont vu le jour dans les différentes régions du Maroc.

> Le legs colonial

Malgré cela, la sociologie a été acceptée comme un héritage à part entière du Maroc. Les chercheurs et chercheuses marocains se sont appropriés cet héritage en le soumettant à une « double critique » (A. Khatibi) visant aussi bien les thèses erronées qui soutiennent la théorie de la domination que les méthodes et les techniques de collecte des données et informations, sans oublier la manière dont celles-ci sont traitées et utilisées pour étayer des conclusions ou des constructions qui ne reflètent pas la réalité sociétale. Le débat n'a pas seulement porté sur les travaux concernant le Maroc mais s'est également développé sur le terrain épistémologique et cognitif des sciences sociales.

Ainsi, la segmentarité a fait l'objet de critiques (de la part de P. Pascon, A. Taoufik, A. Hamoudi, etc.), tout comme d'autres modes d'analyse qui avaient connu leurs années de gloire. La production coloniale, et non colonialiste, a été intégrée dans les travaux des chercheurs marocains. Ce débat a été plus dynamique et animé sur l'école française que sur le legs espagnol, lequel a été sous-analysé (voire ignoré) en raison de la politique de francophonisation du Maroc.

> L'entrée en jeu des Anglo-Saxons

La sociologie anglo-saxonne a fait son entrée au Maroc avec l'indépendance. L'intérêt pour le pays répondait alors à des visées géostratégiques. Les travaux sur le Maroc étaient nombreux, surtout aux États-Unis, jusqu'à faire du Maroc un laboratoire de recherche et d'immersion pour celles et ceux souhaitant se spécialiser dans le monde arabe, l'Islam, la diversité culturelle, etc. (Clifford Geertz et ses élèves en sont un exemple.)

Certains chercheurs anglo-saxons ont été des pionniers qui ont par la suite envoyé leurs étudiants dans le pays, avant que ces derniers ne deviennent à leur tour enseignants et soient remplacés par leurs propres étudiants. En raison des limitations de la langue, de la diffusion et surtout de la censure, les Marocains n'avaient pas accès à ce savoir. Ce n'est que récemment que les diplômés des départements de langue et littérature anglaises ont contribué à faire connaître ces travaux à travers des traductions ou des analyses critiques. Il en est de même des autres départements de langue et littérature au sein des FLSH, à l'exception du Département de langue et littérature françaises, depuis longtemps intégré aux débats. Grâce aux passerelles créées entre les départements et même entre les universités, la sociologie s'est vue enrichie en même temps qu'elle alimentait d'autres spécialités.

Aujourd'hui, on observe une ouverture sur les diverses productions étrangères sur le Maroc, en particulier depuis le rétablissement de la sociologie à la fin des années 80, qui s'est accompagné de la création de nouveaux départements dans toutes les FLSH. Auparavant, seules les FLSH de Rabat et de Fès offraient une spécialisation en sociologie. Qui plus est, faire des études en sociologie était considéré comme politiquement marqué à gauche.

> L'émergence d'une « École marocaine de sociologie » : handicaps et atouts

Ces jalons historiques donnent un aperçu du contexte dans lequel a pu émerger une « École marocaine de Sociologie », dont la production est plurilingue, avec cependant une dominance de l'arabe et du français. Les écrits sociologiques en anglais et en espagnol commencent à faire leur apparition, à mesure que les chercheurs marocains, dans leur quête de formation et d'emploi, conquièrent de nouveaux horizons.

L'institutionnalisation d'une École marocaine de Sociologie s'est vue entravée non seulement par les conditions socio-politiques précitées, mais aussi par la qualité de la gouvernance de la recherche en sciences sociales et humaines, en raison non seulement du cloisonnement dont a souffert la sociologie en particulier et la plupart des spécialités jusqu'à la fin des années 90, mais aussi du manque de ressources financières ou de leur mauvaise gestion, celles-ci étant souvent également sous-exploitées. Plusieurs programmes publics de financement de la recherche en sciences sociales et humaines ont d'ailleurs eu un faible impact sur sa promotion. Le financement privé ne suit pas, a fortiori dans un contexte de vide déontologique et juridique en matière de formation, d'expertise, de conseil ou de recherche. Même certains partenariats scellés entre des entités ministérielles dans des domaines spécifiques restent dans les tiroirs.

Plusieurs chercheurs dans le domaine des sciences sociales se sont constitués comme groupements d'intérêt, par le biais d'associations, à l'université ou en dehors. Ils ont pu répondre à la demande sociale en formation, conseil et expertise. Les étudiants y ont trouvé une occasion unique de se perfectionner sous la direction de leurs professeurs. Le Centre d'Études et de Recherches en Sciences sociales (CERSS), l'Espace Médiation (espacemediation.org), et l'Observatoire régional des Migrations Espaces et Sociétés (ORMES) en sont des exemples.

Avec la dernière réforme universitaire, plusieurs laboratoires ont été créés. Malgré les difficultés liées à leur structure bureaucratique, aux lourdeurs de leur gestion financière et aux tensions de l'*homo academicus*, ils ont réussi à animer la vie universitaire à travers des activités diversifiées et à créer un cadre pour les échanges inter-universitaires dans le pays et avec l'étranger.

Pour pallier ces handicaps, des actions hybrides ont vu le jour, portées par des chercheurs individuels ou des groupes de chercheurs, sous la forme d'événements comme la « Journée nationale de Sociologie », une activité annuelle itinérante organisée par l'Instance marocaine de Sociologie, et le « Printemps des Sciences sociales », organisé par l'Université Al-Akawayn et la FLSH de l'Université Mohammed V à Rabat. Ces initiatives hybrides ont pris la forme d'un travail para-universitaire, voire péri-universitaire. Elles ont contribué à ouvrir davantage l'université sur son environnement

social, économique, civil et même politique, et représentent des espaces d'échange et de perfectionnement informels où peuvent se rencontrer différentes générations de chercheurs de divers horizons, ainsi que les jeunes chercheurs de master et doctorat.

> Perspectives et ouverture à l'international

Grâce à son plurilinguisme, la sociologie au Maroc est restée dans une certaine mesure à l'abri des tendances observées dans la région MENA (Moyen-Orient et Afrique du Nord), telles que l'arabisation et/ou l'islamisation.

Depuis les années 90, des ponts ont été jetés avec les divers établissements privés d'enseignement supérieur et de formation pour promouvoir un enseignement universitaire transfrontalier. Cela a permis de renforcer le brassage avec la production anglo-saxonne, tout en offrant aux sociologues et autres chercheurs en sciences sociales des opportunités pour enrichir cette école marocaine émergente. Cette internationalisation du monde universitaire et de la recherche marocaine a donné l'occasion à de nombreux sociologues de s'orienter vers des institutions des pays du Golfe, que ce soit en immigrant ou pour des séjours ponctuels ou même participer à des réseaux financés par ces pays. Ces opportunités ont contribué au rayonnement de l'École marocaine de Sociologie et lui ont permis de se connecter avec des pays au sein de la région MENA, offrant des possibilités au-delà de la seule mobilité institutionnelle.

Avec la restructuration des pratiques sociologiques au sein de l'Instance marocaine de Sociologie, héritière du Réseau marocain de Sociologie, et l'organisation annuelle de la Journée nationale de Sociologie, la sociologie au Maroc s'organise tout en promouvant une « école marocaine de sociologie ». Elle contribue ainsi à l'histoire de la sociologie, en même temps qu'elle œuvre pour un dialogue international se référant au « pouvoir du savoir » plutôt qu'à la soumission de la sociologie au seul « savoir du pouvoir ».

En accueillant le V^e Forum de Sociologie de l'ISA à Rabat (Maroc) du 6 au 11 juillet 2025, nous comptons célébrer la diversité dans le respect de la déontologie pour que la sociologie et les sciences sociales et humaines ne soient pas affectées par l'utilitarisme et autres formes de pouvoir et que soient reconnues la liberté académique et l'indépendance des chercheurs. ■

Toute correspondance est à adresser à :
Abdelfattah Ezzine <abdefattahezzine@hotmail.com>

> Repenser la sociologie contemporaine au Maroc

Abdellatif Kidai et Driss El Ghazouani, Université Mohammed V de Rabat (Maroc)



Crédit : Mino Andriani, 2023, sur iStock.

culture, les intellectuels et les sciences sociales et humaines dans le monde universitaire marocain.

L'objectif de cet article est de repenser la sociologie marocaine contemporaine, en abordant ses thèmes, ses approches et ses méthodes, ainsi que les défis auxquels elle est actuellement confrontée. L'article commence par un examen de l'évolution de cette discipline dans le milieu universitaire marocain, en délimitant la littérature sociologique qui a été produite sur la société à la fois dans les époques indépendantes pré- et post-coloniales. Bien que la période coloniale soit considérée comme un catalyseur pour le développement de la sociologie au Maroc, une nouvelle génération de sociologues a cherché à se réapproprier la discipline, à la décoloniser et à dépasser les limites du discours orientaliste, en s'efforçant d'établir une sociologie nationale orientée vers le développement socio-économique tout en créant un héritage sociologique pour les générations futures. Le deuxième objectif de cet article est de présenter les principaux thèmes qui alimentent la recherche sociologique au Maroc, ainsi que les approches et méthodes dominantes et leur rôle dans l'évolution de ce champ d'investigation. Enfin, nous concluons par un examen de certains des principaux défis qui restent à relever.

> Les origines de la sociologie marocaine

Les études sociologiques menées au Maroc ont reflété les débats politiques qui prévalaient dans le pays à l'époque postcoloniale. Une grande partie des sociologues ont été influencés par Mohamed Guessous, un sociologue de premier plan qui était membre du parti socialiste marocain. Plusieurs stratégies d'occupation de l'espace universitaire ont été développées. Dans les années 1960 et 1970, les

La réalisation d'une étude exhaustive sur les thèmes, les approches et les méthodes de la pensée sociologique au Maroc se heurte à plusieurs obstacles. Le premier obstacle est le manque d'intérêt des chercheurs pour l'avancement de la discipline et la rareté de la documentation relative aux données sociologiques, notamment l'absence de recensions exhaustives de thèses, le peu de recensions d'ouvrages publiés, l'absence de bibliographies thématiques et la rareté des communications de colloques. Le deuxième obstacle est le caractère national de la sociologie indépendante postcoloniale. Les années de formation de la « sociologie nationale » ont été marquées par l'influence des facultés d'enseignement nationalisées dans la période qui a immédiatement suivi l'indépendance, et ont également fait l'objet de luttes politiques entre certains nationalistes et la monarchie. Par conséquent, il a souvent été difficile de différencier les rôles du scientifique, du théoricien de la sociologie et du politicien dans les profils et les acteurs de la sociologie au Maroc. Un troisième obstacle est lié à la question de savoir ce qui constitue la sociologie et les sociologues marocains. La question de la profession de sociologue n'a pas été un sujet important dans les discussions plus larges sur la

rivalités politiques se sont tournées vers la sociologie, ce qui a entraîné la fermeture de l'Institut de Sociologie de Rabat en 1970. Cette fermeture était due au fait que l'Institut, devenu un centre et un symbole de la pensée critique parmi les étudiants et les universitaires, était par conséquent considéré par l'État comme trop critique et trop gauchiste.

En termes de paradigmes théoriques, les années 1960 et 1970 ont été caractérisées par la domination de la théorie marxiste. La sociologie cherche à l'époque à élucider le fonctionnement de la société d'un point de vue global. L'approche de la société du Haouz et de la société marocaine en général par Paul Pascon se caractérise par l'utilisation de concepts holistiques : formation sociale, mode de production, société composite, classes sociales, niveaux de réalité sociale, etc. Cette vision holistique de la société était également évidente dans d'autres études sociologiques. Abdelkébir Khatibi a produit un texte sur les hiérarchies sociales, tandis qu'Abdellah Hammoudi a utilisé les concepts d'étude intégrée et de développement intégré. Cependant, l'influence de cette approche holistique a été progressivement remise en question.

> L'essor de la fin du XX^e siècle et le tournant urbain

Abdelrahman Rachik affirme que le début des années 1990 a été marqué par un essor notable de la recherche sociologique sur les thèmes de la femme, de la famille, de la jeunesse et de la socialisation au Maroc. Ce phénomène est apparu en même temps qu'un intérêt accru pour les valeurs et les mouvements féminins, ainsi que des préoccupations plus larges en matière de droits de l'homme. Les contributions de chercheurs marocains tels que Fatima Mernisi, Aïcha Belarbi, Ghetha Al-Khayyat, Fatma Al-Zahra Azroel, Rabia al-Nasiri, Rahma Bourqia et Mohammed Talal témoignent de l'augmentation au cours de cette période des activités de recherche dans ces domaines.

Dans le même ordre d'idées, Rachik indique que la recherche sur les thèmes urbains représente une préoccupation secondaire pour les sociologues marocains. Les thèmes dominants de la sociologie urbaine sont liés à l'habitat (bidonvilles et taudis), à l'urbanisation, à la politique de la ville, à l'immobilier et aux transports. Les travaux de Françoise Buchanin, Mohammed Nasiri, Abdel Ghani Abu Hani, Mohammed Benatu, Abdelrahman Rachik, Abdullah Lahzam et Aziz al-Iraqi en sont des exemples illustratifs. Selon [Rachik](#), la majorité de ces recherches ont été menées en français.

> Traiter les problèmes contemporains

Par ailleurs, de nombreux chercheurs en sociologie, au premier rang desquels Mokhtar al-Harras, Rahma Bourqia, Driss Bensaid, Ahmed Cherrak et Abderrahim al-Atri, mènent des recherches sur la sociologie de la culture, la sociologie des valeurs, la sociologie rurale et la sociolo-

gie de la famille. La plupart de ces chercheurs ont contribué de manière notable à l'émergence au cours des deux dernières décennies d'une nouvelle génération de sociologues marocains. La majorité d'entre eux mènent leurs recherches en arabe.

Les questions contemporaines relatives à la religion, aux femmes, à la jeunesse et à l'immigration sont abordées par une nouvelle génération de sociologues marocains qui utilisent l'anglais dans leurs recherches. Fadma Ait Mous, qui étudie les identités collectives et les mouvements sociaux, les relations hommes-femmes et la condition féminine, les transformations sociopolitiques, les jeunes et la migration, est l'une de ces sociologues. Hicham Ait Mansour, qui étudie la pauvreté, montre que les chercheurs marocains sont ouverts aux différentes langues et cultures. Cela indique que l'étude de la société marocaine présente un intérêt pour la communauté mondiale et peut refléter des phénomènes et des changements universels. Les contributions des études sociologiques menées dans différentes langues au Maroc à la production de théories, de paradigmes et d'approches basées sur des résultats concrets sont significatives.

> Les limitations des thèses de doctorat

Le domaine plus large des études sociologiques au Maroc comprend les thèses de doctorat. Celles-ci peuvent porter sur quinze domaines de recherche, dont la famille, les organisations, l'espace, l'intégration et les relations sociales, la précarité et la pauvreté, la jeunesse, l'éducation, les réseaux sociaux, la mobilité et le changement social, le travail, la religion, l'urbanisation, l'histoire sociale, la santé et le monde rural. La sociologie du travail, du changement social, du développement et de la culture sont les quatre domaines sur lesquels se concentrent la majorité des thèses de doctorat. Cependant, ces thèses n'ont pas contribué à l'avancement des théories sociologiques, en introduisant par exemple de nouvelles approches et de nouveaux concepts sociologiques. Cela perpétue le déficit méthodologique et entrave l'établissement de la sociologie en tant que domaine de recherche distinct. Dans la mesure où ils ne sont pas publiés, les résultats de la plupart des thèses de doctorat ne sont pas intégrés dans des discussions critiques ultérieures plus larges.

> Redéfinir les pratiques sociologiques pour la recherche à long terme

Malgré la pertinence évidente de la sociologie pour les autorités publiques et l'attente que les sociologues contribuent à l'analyse des changements majeurs affectant la société marocaine, leur implication reste limitée. C'est ce que montre [une étude bibliométrique de l'ensemble des recherches en sciences sociales](#) publiées entre 1960 et 2006. Cette situation est due à plusieurs facteurs, dont le manque de financement, l'absence de cadre juridique

pour motiver les chercheurs, et l'absence d'une revue spécialisée en sociologie. En l'absence d'une politique publique de recherche scientifique, la pratique de la recherche repose essentiellement sur l'initiative individuelle ou les « réseaux individuels », et se déroule en dehors de l'institution universitaire. La recherche actuelle sur les questions de développement (pauvreté, marginalisation et exclusion, santé, environnement) répond davantage à des demandes politiques et sociales qu'à des projets de recherche à long terme.

Le principal défi auquel la sociologie est confrontée est de la reconstruire sur de nouvelles bases susceptibles de donner un nouvel élan à l'enseignement supérieur et à la production scientifique. Il est impératif que la pratique de la sociologie soit définie avec plus de précision quant à ses orientations de recherche, dans le contexte national mais aussi plus largement dans le contexte international. Si, à la lumière des réformes imminentes, la tendance est à l'intensification des structures de recherche, il y a un risque que, en l'absence d'une définition claire des objets de recherche et d'un engagement à la rigueur scientifique, ces structures se vident de leur substance. Il est donc impératif de faciliter la communication entre les sociologues, d'assurer la circulation de l'information, et de coordonner et d'évaluer les études afin de planifier l'avenir scientifique de la discipline.

> La politique d'arabisation

Un autre défi de taille concerne la question linguistique au Maroc. Le processus d'arabisation de la sociologie remonte au début des années 1970 et représente une perspective politique plus large qui a des implications pour toutes les disciplines des sciences sociales. Dans cette perspective, l'arabisation des sciences humaines peut être comprise comme une référence à la dimension culturelle des sociétés du monde arabo-musulman. Dans les années 1980, le débat entre sociologues arabes s'est polarisé autour de la question de la spécificité de leurs sociétés. Ce débat a opposé ceux qui considéraient que la sociologie du monde arabe devait contribuer à une science « universelle » à ceux pour qui les sciences humaines et sociales ne pouvaient prétendre à l'universalité. Au Maghreb,

notamment en Algérie et en Tunisie, cette situation s'est traduite par un schisme entre sociologues arabophones et francophones, qui poursuivent des agendas de recherche disparates et traitent de sujets distincts.

La première génération de sociologues marocains a été formée dans la tradition sociologique occidentale et influencée par les paradigmes scientifiques développés en Europe, et était désireuse de s'engager dans les débats théoriques et méthodologiques de la communauté internationale. Cependant, il est important de reconnaître que la situation des jeunes générations est préoccupante. La politique d'arabisation au Maroc n'a pas donné les résultats escomptés. D'après les experts dans le domaine des études linguistiques au Maghreb, cet échec peut être attribué à l'objectif initial de permettre aux enfants maghrébins de maîtriser leur langue écrite de culture, à savoir l'arabe classique, tout en acquérant la maîtrise d'une langue étrangère. Il semblerait que la majorité n'ait pas encore atteint ni l'un ni l'autre de ces objectifs.

En raison des lacunes des politiques linguistiques, ces nouvelles générations sont malheureusement isolées des connaissances accumulées dans leurs disciplines respectives et d'un domaine scientifique « transnational » auquel le Maroc francophone avait pleinement accès. Parallèlement, elles réexaminent des méthodologies qui, sans être intrinsèquement « traditionnelles », présentent [un certain degré de détachement par rapport aux tendances dominantes dans les sciences sociales](#). Ce décalage entre la nouvelle génération et les sources du savoir sociologique pourrait potentiellement représenter un défi pour l'avenir de la pratique sociologique au Maroc et son intégration dans les débats scientifiques de la communauté internationale.

> Les difficultés auxquelles sont confrontés les doctorants en sociologie

La sociologie au Maroc englobe un large éventail de domaines consacrés à l'étude du comportement humain, de la société et de la culture. Cependant, l'enseignement de cette science au Maroc est passé par une série d'étapes où la politique a joué un rôle crucial, étant donné que la majorité de ceux qui se sont spécialisés dans ce domaine

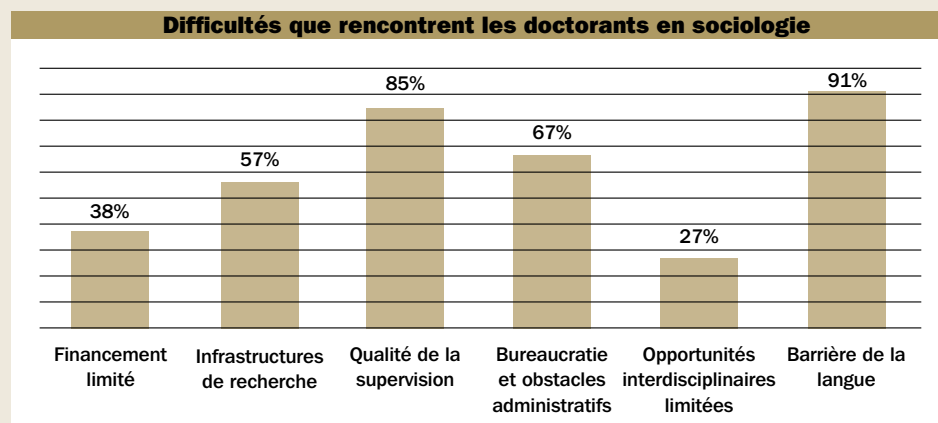


Figure 1.

appartenait à la gauche politique. Dans les universités marocaines, comme dans beaucoup d'autres pays, les doctorants en sociologie font face à plusieurs défis, qui peuvent affecter leurs progrès académiques et de recherche (Figure 1).

Les résultats montrent que les doctorants en sociologie sont confrontés à de nombreuses difficultés dans leur formation. La barrière de la langue représente l'un des défis les plus importants pour 91% des personnes interrogées, suivie par la qualité de l'encadrement (85%), la bureaucratie et les obstacles administratifs (67%), les infrastructures de recherche (57%), le financement limité (38%) et les opportunités interdisciplinaires limitées (27%).

La barrière de la langue et la qualité de l'encadrement peuvent en effet être des défis importants auxquels les doctorants au Maroc ou dans tout autre pays peuvent être confrontés. Au Maroc, les programmes de doctorat sont généralement dispensés en français ou en arabe. Pour de nombreux étudiants, en particulier ceux qui ont déjà étudié dans une autre langue ou qui ont une maîtrise limitée de ces langues, la barrière de la langue peut constituer un obstacle majeur. Cela peut affecter leur capacité à comprendre les supports de cours, à rédiger des documents de recherche et à communiquer efficacement avec leurs pairs et leurs directeurs de thèse.

Les étudiants qui poursuivent des recherches dans des domaines de niche peuvent avoir du mal à trouver un directeur de thèse approprié. La qualité de l'encadrement doctoral peut varier considérablement. Certains étudiants peuvent recevoir d'excellents conseils, tandis que d'autres peuvent être confrontés à des problèmes tels que l'absence de retour d'information en temps voulu, une interaction limitée avec leur directeur de thèse ou une mauvaise harmonisation des intérêts de recherche. Tout cela peut avoir une incidence sur l'avancement et la qualité de leur recherche.

Les perceptions de la formation des doctorants en sociologie dans les universités marocaines peuvent varier en fonction de divers facteurs, notamment la qualité du corps professoral, du programme d'études, des expériences d'enseignement et de l'employabilité (Figure 2).

Les résultats indiquent que les étudiants en sociologie ont une perception négative de l'inscription à un programme de doctorat. 55,5% affirment que les cours et les programmes sont mauvais, tandis que 45,5% pensent que l'employabilité et les perspectives de carrière sont très faibles. En outre, 39,5% considèrent que l'expérience de l'enseignement est très mauvaise, et 43,5% la trouvent mauvaise. D'autre part, 35% des personnes interrogées estiment que la qualité des enseignants est relativement bonne, tandis que 25% la considèrent comme mauvaise.

En général, la plupart des étudiants ne sont pas satisfaits de leur formation doctorale en sociologie, malgré les efforts déployés par l'État à cet égard. La nouvelle réforme adoptée par le ministère à travers l'élaboration d'une nouvelle charte des thèses devrait permettre d'améliorer ces programmes, dans l'intérêt des étudiants et de l'université dans son ensemble.

> Remarques finales

Comme indiqué précédemment, la sociologie marocaine a subi des transformations substantielles et a rencontré des défis considérables. Un fossé linguistique existe entre les sociologues écrivant en arabe et ceux écrivant en français, ce qui a donné lieu à un champ d'étude controversé. Une nouvelle génération de sociologues émerge, réceptive à l'utilisation de l'anglais et qui s'efforce de transcender la dichotomie existante entre les thèmes et les intérêts. ■

Toute correspondance est à adresser à Abdellatif Kidai <abdkidai@gmail.com>

Perceptions de la formation des doctorants en sociologie

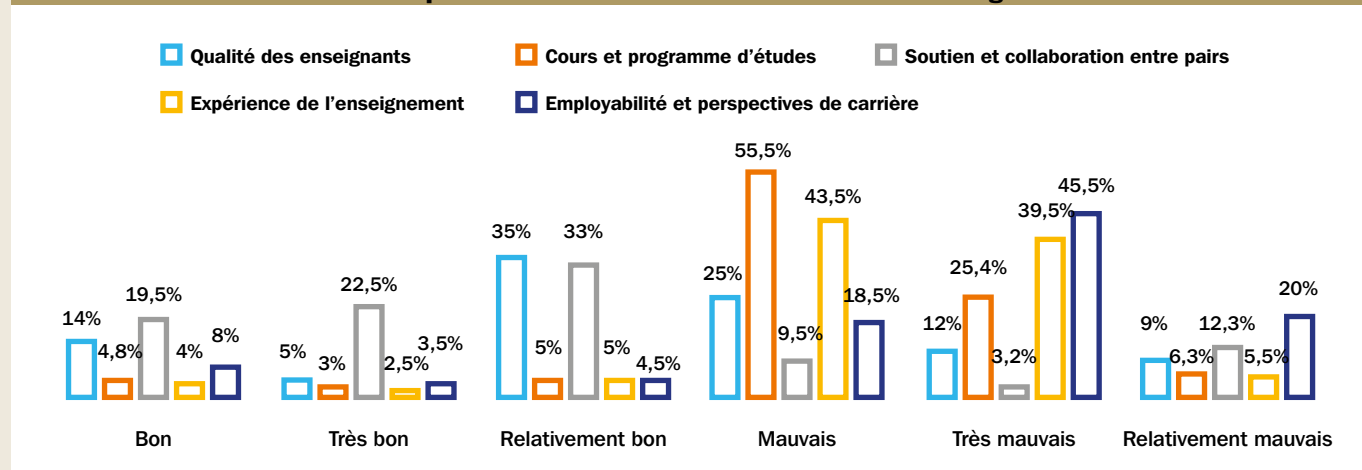


Figure 2.

> Sociologie au Maroc et sociologie générale

Kawtar Lebdaoui, Université Sidi Mohamed Ben Abdellah de Fès (Maroc)



Crédit : Suzy Hazelwood, 2017, sur Pexels.

Lun des enjeux du Maroc post-colonial était de décoloniser la sociologie et de la débarrasser de toute idéologie ethnocentrique. L'objet du présent article est de retracer l'identité de la sociologie au Maroc par rapport à l'époque coloniale et à la sociologie générale, et de questionner l'enjeu de sa désoccidentalisation.

Faire le point sur les tournants décisifs de l'histoire de la sociologie au Maroc qui l'ont menée vers la construction d'une identité sociologique propre permet d'analyser les dynamiques de conjonction et de disjonction entre l'évolution de la sociologie au Maroc et celle de la sociologie en général.

> Une sociologie au Maroc repensée et décolonisée

L'essor de la sociologie et de l'anthropologie dans le monde occidental a été déterminant pour les mouvements colonialistes, en leur procurant une stratégie politique leur permettant de contrôler la résistance des indigènes. La connaissance scientifique est une force non militaire ; elle est moins coûteuse et permet d'exercer un plus grand contrôle sur les colonisés. Ainsi, si la sociologie vise à changer le monde, elle est également guidée par des tensions idéologiques sous-jacentes.

Historiquement et politiquement, le Maroc est étroitement lié au colonialisme, et ce, tout au long de trois périodes différenciées : celle du Maroc précolonial, celle du Maroc colonisé après 1912 et celle du Maroc indépendant à partir de 1956. C'est pourquoi la caractérisation de la sociologie marocaine d'avant l'indépendance comme idéologique et coloniale requiert une grande prudence épistémologique et nous permet de rendre compte de

l'émergence de l'identité sociologique de la société marocaine en tant qu'entité décolonisée.

Il existe une abondante littérature sociologique coloniale sur le Maroc. Les fonctionnaires de l'époque ont apporté une contribution inestimable sous forme de monographies et d'enquêtes de terrain approfondies. Ces recherches ont été institutionalisées par la Mission scientifique, la Section sociologique des Affaires indigènes, puis l'Institut des Hautes Études Marocaines, produisant un corpus de « référence » pour les générations suivantes de sociologues, qui l'ont analysé de manière épistémologiquement critique, avec l'objectif de créer une sociologie nationale émancipée de l'idéologie coloniale.

Hantée par la volonté de s'affranchir de son passé colonial, la sociologie du Maroc s'est orientée vers un raffinement empirique et méthodologique. La [figure sociologique emblématique de Paul Pascon](#) en est la preuve. En vue de comprendre et de transformer la société, il a opté pour la recherche-action, en témoignant d'une créativité conceptuelle qui place la sociologie de la société marocaine en disjonction avec le marxisme qui avait eu un écho considérable dans les années 70. À travers la notion de « société composite », Pascon a montré comment plusieurs modes de production (tribalisme, capitalisme, etc.) peuvent coexister sans que les lignes de démarcation entre eux soient forcément définitives.

La sociologie naissante était définie par l'action publique et le financement des organismes internationaux. De ce fait, elle était généralement dominée par les études rurales et celles consacrées à la condition féminine. Alors que les pères fondateurs ont opté pour une perspective holiste incarnée par le marxisme, la génération suivante s'est orientée vers des recherches plus sectorielles.

La sociologie décolonisée a émergé avec des pionniers qui ont tracé une ligne de fuite à partir du savoir colonial et de ses idéologies. Dans sa quête d'identité, l'enjeu était de re-penser le « nous social » et de re-construire des niches de savoir sur la société marocaine.

>>

> L'appropriation scientifique du « nous social »

La mission des pionniers de la sociologie du Maroc indépendant était de catalyser la transformation du monde au profit des classes populaires. Ils ont milité pour une sociologie qui prenne ses distances avec le colonialisme et qui soit politiquement opérante en faveur des exploités.

Alors que la sociologie nationale se préoccupait de la demande sociale, l'anthropologie est restée fidèle à sa quête de compréhension de la société. Après l'indépendance, la littérature anthropologique a été consacrée à la révision de son pendant colonial et s'est efforcée d'accéder à de nouvelles sphères de recherche religieuse et politique, avec l'objectif de s'approprier scientifiquement le « nous social ».

L'examen critique et la décolonisation au Maroc ne signifient pas faire table rase du legs de la littérature coloniale. Quoique eurocentriste, cette dernière fournit des archives empiriques précieuses sur les personnes, les rapports sociaux, les dynamiques tribales, le pouvoir politique, etc.

Sur un autre plan de la construction scientifique de l'anthropologie au Maroc, la prise de conscience de l'écart épistémologique entre l'anthropologue occidental – mais également colonial – et l'anthropologue local ne signifie pas que ce dernier soit nécessairement plus familier de la culture marocaine.

Certes, le sentiment d'étrangeté n'est pas le même dans les deux cas. Celui de l'anthropologue occidental ou colonial est ontologique, du fait de l'obsession de celui-ci pour l'idéologie coloniale et l'imaginaire du colonisé « sauvage », « primitif » ou « sous-développé ». En revanche, celui du chercheur local est épistémologique et résulte de la volonté de produire une connaissance locale scientifique valable qui serve à transformer la société.

Pour se soustraire à la *doxa* et aux évidences immédiates, l'anthropologue et le sociologue « locaux » adoptent donc eux-mêmes la disposition de « [l'étrangeté du familier](#) » d'Alfred Schütz. Cette réflexivité sur les rapports de l'anthropologue local et de l'anthropologue colonial à la communauté qui fait l'objet de leur recherche produirait une altérité épistémologique positive vis-à-vis de la littérature coloniale. Ainsi, les frontières entre les deux littératures demeurent poreuses tant que la re-construction d'une sociologie scientifique de la société marocaine continue d'explorer ce rapport dialectique entre colonial et décolonisé.

> Pour une sociologie à perspective désoccidentalisée

Bien qu'elle se soit voulue épistémologiquement en rupture avec la pensée coloniale tout en maintenant une al-

térité positive vis-à-vis de celle-ci, la sociologie nationale n'est pas en disjonction avec la sociologie générale. À l'instar de cette dernière, elle est restée une science nomothétique du social, capable de généraliser des concepts et d'établir des lois sur la vie sociale. Mais en quel sens ne peut-elle s'émanciper qu'à travers la production de savoirs désoccidentalisés ?

La transition de la colonialité vers la décolonisation a été favorisée par la mobilisation du paradigme sociologique de la « transformation du monde » en faveur des citoyens, et du paradigme anthropologique du « regard de l'intérieur ». La construction du « nous social » conçu par nous-mêmes » et par conséquent l'émancipation de la sociologie de la société marocaine ne se sont pas faites sans innovation méthodologique et théorique ni sans une profonde réflexivité ontologique et épistémologique.

Or le discours épistémologique de la désoccidentalisation des savoirs met en débat le rapport de la sociologie locale à la sociologie générale, qui, dans la mesure où elle est occidentale, représente l'hégémonie du global sur le local.

En effet, relever l'enjeu de la désoccidentalisation amène la sociologie au Maroc, comme dans d'autres pays de Sud, à s'inscrire dans une perspective non occidentale et anti-hégémonique. Désoccidentaliser la sociologie, c'est cesser non seulement d'être colonisé, mais aussi d'être dominé et inférieur.

La multiplicité du social ne peut que faire émerger des savoirs locaux nouveaux et crédibles comme alternative à la version « globale » dominante. Tant que le terrain empirique au Maroc est fertile, la construction d'une sociologie locale qui tienne compte de ses singularités historiques, politiques et socioculturelles peut lui permettre d'échapper à l'aliénation et de produire un espace cognitif local qui la place en porte-à-faux avec l'hégémonie occidentale. Cela ne signifie pas l'isolement, mais plutôt l'élaboration d'une inter-cognition entre le « local » et le « global », et l'établissement d'une sociologie capable de susciter un nouveau rapport entre les deux échelles.

En conclusion, la naissance de la sociologie ne date pas seulement de ses pères fondateurs et de ses figures pionnières. Sans cesse régénérée et réinventée, elle s'adapte à l'évolution des sociétés mais également aux grands débats épistémologiques, notamment ceux des pays de Sud. La sociologie de la société marocaine doit donc se forger une identité propre, en déterritorialisant les concepts et les théories, en s'appropriant les paradigmes et en établissant une niche sociologique transnationale capable de contribuer à une accumulation universelle et inter-civilisationnelle créative des connaissances. ■

Toute correspondance est à adresser à :
Kawtar Lebdaoui <kawtar.lebdaoui@gmail.com>

> Le domaine controversé de la science ouverte et de l'inclusion

Fernanda Beigel, CONICET et Centre d'Études sur la Circulation des Connaissances (CECIC), Université nationale de Cuyo (Argentine)



18

Crédit : Jacek Kita, 2018, sur iStock.

En 2020 et 2021, j'ai eu l'honneur de présider le [Comité consultatif de l'UNESCO](#) qui a préparé l'avant-projet de Recommandation sur la science ouverte, approuvé lors de la 41^e Conférence de l'UNESCO en novembre 2021. Les discussions avec les 30 experts qui faisaient partie du Comité, représentant différentes régions du monde, ont tôt fait de montrer la complexité de l'idée d'ouverture au vu des disparités économiques, technologiques, académiques et sociales à travers le monde. Les enjeux de l'ouverture de la science varient considérablement entre le Nord et le Sud, étant donné le développement asymétrique des infrastructures numériques, mais aussi entre l'Ouest et l'Est, et au sein de chaque région du monde, et même au sein d'un même pays du fait de son hétérogénéité structurelle interne.

Au moment de la préparation de la Recommandation, la dimension la plus développée de la science ouverte était le libre accès aux publications scientifiques. L'intérêt du public pour cette question semble avoir été stimulé par la pandémie de Covid-19. Comme l'indiquent plusieurs études portant sur les 20 années écoulées depuis l'Initiative de Budapest pour l'accès ouvert ([BOAI](#)), le libre accès, pourtant né d'une noble intention, a évolué vers une réalité imparfaite. Des intérêts particuliers au sein du secteur de l'édition scientifique, notamment parmi les éditeurs des revues les plus réputées (celle dont le facteur d'impact est supérieur à 10-20), ont fortement incité ces derniers à modifier leur financement en faveur d'un modèle hybride, étant donné que leurs abonnements – bien que coûteux – se maintiennent et que les soumissions de manuscrits se poursuivent à un rythme soutenu, bien au-delà de leur capacité de publica-

>>

tion. La forte progression des revues spécialisées créées en libre accès ou des mégarevues qui exigent des paiements de plus en plus élevés pour les frais de traitement des articles (en anglais « article processing charges » ou APC) a éclipsé les réalisations du mouvement en faveur du libre accès.

Dans ce contexte, l'une des principales préoccupations de tous les experts qui participent à ce riche débat intellectuel est de savoir comment ouvrir davantage la science tout en favorisant la diversité et l'interculturalité. J'introduirai ici l'analyse conceptuelle que j'ai récemment présentée à Berlin pour l'International Conference on Science, Technology and Innovation Indicators (STI) et qui sert de cadre à une série de cartographies que j'ai réalisées pour évaluer dans quelle mesure nous progressons vers une science ouverte et inclusive ou si c'est l'exclusion qui l'emporte.

> Les tensions entre l'ouverture inclusive et la fermeture exclusive

Il existe différentes voies vers la science ouverte, qui coexistent de manière conflictuelle à l'échelle mondiale. Les tensions entre elles ne sont pas seulement déterminées par le degré d'ouverture ou de fermeture, mais sont également liées aux pôles d'inclusivité et d'exclusivité. La Figure 1 montre dans cet espace de conflit différentes combinaisons qui sont organisées de la même manière que Bourdieu décrit les propriétés d'un champ donné. Les caractéristiques de l'ouverture apparaissent à droite, et celles de la fermeture à gauche. Cependant, en combinant cet axe horizontal à l'axe vertical et en partant du centre, où les axes se croisent, on distingue quatre quadrants. Les quadrants supérieurs se caractérisent par l'exclusivité, sous l'impulsion d'acteurs commerciaux ou des asymétries traditionnelles du système scientifique mondial. Dans les quadrants inférieurs, au contraire, des degrés élevés d'inclusion sont à l'œuvre, mais avec différentes limites à l'ouverture, liées à des questions de souveraineté ou de protection requise par les groupes subalternes.

Les axes de l'inclusivité et de l'ouverture

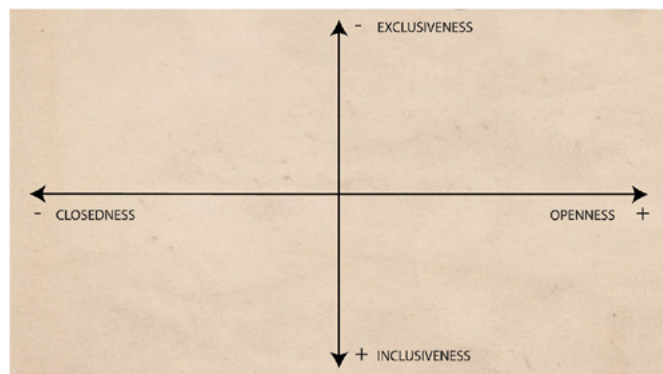


Figure 1.

Analysé par quadrants, l'espace apparaît organisé selon des pôles opposés. Le quadrant supérieur gauche se caractérise par la fermeture exclusive, sous la houlette des grands

éditeurs commerciaux qui dominent la constellation formée par les plateformes Scopus et Clarivate. La concentration croissante des services de diffusion de la recherche et le fait qu'ils continuent d'exercer une influence considérable sur la crédibilité de la communauté scientifique font que ce secteur joue un rôle dominant dans l'évaluation de la valeur de la recherche à l'échelle mondiale. Par conséquent, le biais structurel de ces bases de données mondiales accentue l'exclusion d'une grande partie des résultats scientifiques publiés en dehors des revues à fort impact, dans des langues autres que l'anglais, et ce, au détriment de la bibliodiversité. À l'opposé de l'inclusivité, ces éditeurs commerciaux doivent offrir des biens et des services exclusifs susceptibles de garantir l'accès à la valeur globale de l'excellence, qui est (par définition) rare et exceptionnelle. Le quadrant supérieur droit est organisé en fonction des principales conditions d'ouverture, telles que l'interopérabilité et les autres principes FAIR (sigle anglais pour « findable, accessible, interoperable, reusable ») que sont la trouvabilité, l'accessibilité et la réutilisabilité. Cette option conduit cependant à une exclusion sévère sous l'égide du modèle commercial « gold » (connu en français comme la « voie dorée »), en vertu duquel les revues en libre accès reportent les coûts de publication sur les auteurs, qui à titre individuel sont affiliés à des institutions qui ne peuvent pas se permettre de conclure des accords de type *Read and Publish* (donnant droit de lecture et de publication).

Le terrain de l'inclusivité et de l'ouverture

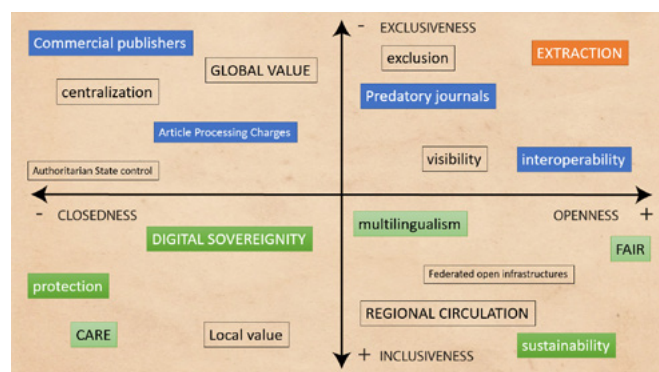


Figure 2.

L'ouverture inclusive, représentée dans le quadrant inférieur droit des Figures 1 et 2, s'oppose à la fermeture exclusive. Les principaux moteurs de cette orientation du libre accès ont été des plateformes et portails de publication régionaux tels que Latindex, SciELO, Redalyc, Biblat et AJOL, qui ont mis en place les conditions nécessaires à la publication de revues de qualité en plusieurs langues. Étant donné que les hiérarchies existantes dans le monde universitaire accordent peu de valeur à ces revues, la science ouverte inclusive bénéficie d'une moindre visibilité et d'une diffusion limitée à l'échelle régionale. Elle n'en incarne pas moins un effort essentiel pour préserver l'interculturalité et promouvoir le droit à la science.

Dans le quadrant inférieur gauche figure la fermeture inclusive, un pôle caractérisé par une circulation restreinte

des connaissances, qui sont principalement valorisées à l'échelle locale. On peut voir là une production scientifique diffusée dans des revues non indexées, de nombreuses initiatives de gestion de l'information scientifique et de plateformes numériques créées sans identifiants permanents, et bien d'autres initiatives similaires. Lors des discussions tenues au sein du Comité consultatif de l'UNESCO pour la science ouverte, les risques de l'ouverture ont été examinés au regard de la nécessité de protéger les communautés subalternes, les savoirs autochtones ou les informations scientifiques soumises à l'extraction dans le cadre de relations de pouvoir inégales : *ouvrir tout ce qui est possible et ne fermer que ce qui est nécessaire*, tel était le point de départ des discussions. Cependant, il s'agissait là de quelque chose d'essentiel non seulement pour protéger, mais aussi pour respecter les droits des groupes autochtones à administrer de manière autonome leurs savoirs autochtones. [Les principes CARE](#) (sigle anglais pour *Collective benefit, Authority to control, Responsibility, Ethics*) sont nés de cette tension et représentent aujourd'hui l'un des principaux ensembles de lignes directrices pour une transition vers une ouverture inclusive : bénéfice collectif, autorité en matière de contrôle, responsabilité et éthique.

Le choix de la fermeture peut tenir à la nécessité de protéger des groupes subalternes ou d'éviter l'extraction d'informations scientifiques et peut être utilisée par les gouvernements pour défendre la souveraineté numérique. Dans une perspective démocratique, les gouvernements peuvent avoir besoin dans une économie de l'information de protéger les données personnelles des citoyens et les intérêts économiques des entreprises. Des régimes autoritaires ont au contraire adopté ce concept pour limiter la liberté académique et exercer un contrôle social sur les citoyens.

Comme on peut le constater, les tensions autour du développement d'une science ouverte inclusive ne portent pas seulement sur les politiques nationales de science ouverte, l'inégalité des ressources matérielles ou les intérêts commerciaux en jeu. La gouvernance des données joue un rôle clé dans des projets mondiaux controversés concernant l'intégration des plateformes numériques. Les avantages et les inconvénients d'infrastructures ouvertes centralisées donnent lieu à des débats approfondis, tandis qu'une voie plus inclusive et démocratique semble se dessiner à partir de l'idée d'infrastructures fédérées.

> Les parties intéressées dans la dynamique d'inclusion et d'exclusion

Toute voie vers une ouverture inclusive comporte deux obstacles structurels à surmonter, l'un dépendant des ressources matérielles et l'autre du capital symbolique à l'œuvre dans la pratique scientifique. Le premier obstacle est constitué par les inégalités globales établies par la

fracture numérique et les risques d'extraction que l'ouverture crée pour les communautés de recherche non hégémoniques qui ne disposent pas des infrastructures indispensables à la visibilité et à la reconnaissance. Le second obstacle est lié aux conflits croissants entre commercialisation et décommercialisation des publications et de l'information scientifiques. Ces conflits ne se limitent pas à la tension entre la « voie diamant » (*diamond*) et la « voie dorée » (*gold*), étant donné que la reconnaissance et la différenciation entre les scientifiques ont été construites dans le cadre d'un régime d'excellence conçu par les éditeurs commerciaux. Par conséquent, la faisabilité d'un véritable changement est finalement liée à la prise en compte des asymétries qui ont des facteurs multiples.

L'Amérique latine représente un circuit alternatif de publication en libre accès, avec des revues « diamant » gérées par les communautés et animées par le principe de la science comme bien commun. Cependant, les chercheurs internationalisés croient encore majoritairement aux effets performatifs des revues à fort impact, ce qui les empêche de modifier leurs voies de diffusion au risque d'être moins reconnus. SciELO, Redalyc et Latindex ont réalisé des efforts considérables pour accroître leur visibilité et leur portée, et les agences gouvernementales et les institutions publiques soutiennent ce circuit régional. Cependant, l'évaluation scientifique définie par ces mêmes organismes déprécie ces revues, entraînant une forme d'aliénation qui n'a toujours pas été résolue.

L'inclusivité est confrontée à de puissantes forces d'exclusivité menées par des acteurs commerciaux oligopolistiques qui cherchent à concentrer les biens rentables et à centraliser les infrastructures dans le cadre d'écosystèmes fermés. La Figure 3 présente quelques exemples de ces entreprises dans le quadrant supérieur gauche. Parallèlement, dans le quadrant supérieur droit, des infrastructures totalement ouvertes conformes aux principes FAIR, telles que OpenAlex, garantissent la visibilité mais sont limitées en termes d'inclusivité par la disponibilité d'identifiants persistants (PID) tels que les DOI, ORCID ou autres.

Les quadrants inférieurs de ce domaine controversé permettent d'étayer l'idée selon laquelle l'inclusivité est fortement liée au multilinguisme et à l'interculturalité de la science. Toutefois, certaines plateformes de publication inclusives sont limitées par la disponibilité des métadonnées sur les documents indexés dans leurs services, et l'absence de PID réduit également la visibilité de cette production indexée de qualité. Alors que nous nous dirigeons vers une conformité totale avec les principes CARE, et vers une forte inclusion des groupes subalternes et la protection des savoirs autochtones, la gouvernance autonome peut entrer en conflit avec l'ouverture sans restriction. La souveraineté numérique, quant à elle, peut impliquer certains degrés de fermeture.

Positionnement des acteurs et des pratiques commerciales dans le champ contesté



Figure 3.

Le quadrant inférieur droit regroupe les meilleurs exemples d'ouverture inclusive. Les plateformes d'édition et dépôts d'archives en libre accès d'Amérique latine sont des acteurs importants sur la voie d'un système de recherche équitable. Leur principale force réside dans l'investissement public des gouvernements dans les infrastructures, dans le cadre d'un accord général sur la définition de la science comme un bien commun. Il s'agit d'une région hétérogène où diverses politiques scientifiques et conceptions de la gouvernance des systèmes d'information scien-

tifique coexistent dans un écosystème de publication non commercial. L'expérience significative développée dans des infrastructures fédérées telles que LA Referencia et sa technologie locale confèrent à la région latino-américaine un rôle essentiel dans une transition juste vers une science ouverte et inclusive.

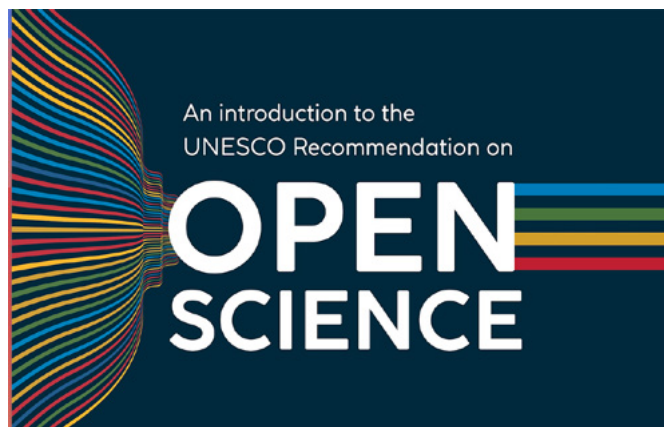
Ces tensions conceptuelles et pratiques interviennent alors même qu'un changement radical est à l'œuvre, avec la multiplication des mégarevues et la promesse d'un examen par les pairs accéléré qui brouille l'interaction originale entre une communauté scientifique donnée et l'audience spécifique d'une revue. L'homogénéisation et l'automatisation de la gestion éditoriale évincent les rédacteurs en chef des décisions académiques. Une crise potentielle de légitimité semble émerger des multiples répercussions du libre accès commercial, qui nous place face à une éventuelle opportunité. Je pense qu'un changement radical n'est possible que moyennant une critique approfondie du concept d'« excellence » dans le cadre de réformes contextualisées et « situées » des systèmes d'évaluation de la recherche. En effet, poursuivre une ouverture inclusive implique de nouvelles définitions de la qualité de la recherche, qui s'inscrivent dans un horizon multilingue de la science en tant que bien commun interculturel. ■

Toute correspondance est à adresser à :
Fernanda Beigel <fernandabeigel@gmail.com>

> La dialectique de la science ouverte

depuis la recommandation de l'UNESCO

Eunjung Shin, Science and Technology Policy Institute (STEPI, Corée du Sud) et **Jae-Mahn Shim**, Korea University (Corée du Sud)



Crédit : UNESCO, 2022.

> La « science ouverte » et l'idéal mertonien

Le sociologue du milieu du XX^e siècle Robert Merton, dont on peut dire qu'il a défini ce que l'on appelle aujourd'hui la « science ouverte » en établissant des normes pour des pratiques et une communication scientifiques idéales, indiquait que la science devait être universelle dans ce qu'elle révèle (objectivité) et dans ce qu'elle construit (libre accès). Sur la base de cette norme mertonienne d'universalisme, la communauté scientifique est encouragée à rechercher des connaissances universelles en discutant ouvertement et en vérifiant les faits découverts collectivement, indépendamment de l'identité des scientifiques, des différences régionales et des circonstances sociopolitiques. Les normes pratiques de la science ouverte qui ont depuis des décennies été imaginées, débattues et observées dans la communauté scientifique mondiale depuis leur conceptualisation par Merton, semblent s'écarter considérablement des normes prescriptives qu'il avait établies.

Depuis plusieurs dizaines d'années, les chercheurs subissent [une intensification de la commercialisation et de la concurrence entre pairs au sein de la communauté scientifique](#). Cette évolution a fini par inciter les chercheurs individuels à conserver leurs idées et les résultats de leurs travaux dans des cercles fermés au lieu de les partager avec leurs pairs au sein d'une communauté élar-

gie. Parallèlement, les progrès réalisés dans le domaine des technologies numériques et de l'accès à l'internet ont à l'inverse permis aux publications scientifiques et au matériel de recherche d'être rendus publics et de devenir accessibles aux acteurs concernés de manière plus rapide et plus efficace. Pris dans ce double mouvement (pour reprendre les termes de [Karl Polanyi](#)), les chercheurs individuels et les communautés scientifiques locales, nationales et régionales ont ainsi pu observer la mise en pratique de tout un ensemble hétérogène de normes en matière de science ouverte. Si l'idéal de la science ouverte instauré par Merton reste inchangé, la réalité de la science ouverte est historiquement, et nécessairement, un processus dialectique et multivocal de contestation et de construction porteur d'idées et de pratiques divergentes.

En réponse à cette dialectique de la science ouverte qui opère à plusieurs niveaux, l'UNESCO a mobilisé son pouvoir de rassemblement en lançant des dialogues à l'échelle mondiale entre ses 193 membres, qui ont abouti à la publication en 2021 de la [Recommandation sur une science ouverte](#). Dans cette Recommandation, il est jugé essentiel de défendre à la fois l'universalisme et les diversités locales et régionales. D'une part, la Recommandation réaffirme la reconnaissance mondiale de la science ouverte et de ses valeurs universelles qui ont permis à la science de se développer. Elle appelle à des efforts collectifs à l'échelle mondiale pour revitaliser la science ouverte au sein des communautés scientifiques et au-delà. D'autre part, la Recommandation souligne que les diversités sont inévitables lors de la mise en œuvre de la science ouverte et préconise des systèmes de savoirs multiculturels et multilingues. Pour faire progresser l'universalisme, il ne s'agit pas seulement de maintenir l'engagement de la communauté mondiale en faveur de l'universalisme mertonien mais aussi de reconnaître et de défendre l'importance de la diversité et la valeur des savoirs locaux du monde entier.

> Évolution en Corée du Sud

Trois années se sont écoulées depuis l'adoption de la Recommandation de l'UNESCO. Dans cet intervalle de temps,

nous avons pu identifier les actions suivantes destinées à définir les spécificités de la science ouverte en Corée du Sud (officiellement République de Corée). Contrairement aux pays qui ont mis en œuvre une politique ou un plan national intégré de science ouverte, actuellement la Corée du Sud ne dispose pas d'un cadre global couvrant tous les aspects des pratiques de la science ouverte. Néanmoins, au moins quatre évolutions distinctes se sont produites au cours des dix dernières années, parallèlement au processus mondial de détermination des priorités de la science ouverte.

Premièrement, les organismes de financement gouvernementaux ont encouragé les mesures prises par les pouvoirs publics pour améliorer l'accès et l'utilisation des résultats de la recherche financée par des fonds publics. Ces mesures reposent sur la logique simple selon laquelle la population doit pouvoir bénéficier des investissements publics. En particulier, la pandémie de Covid-19 a accéléré les initiatives du secteur public pour partager les données de recherche afin de mieux lutter dans les cas d'urgences de santé publique et protéger les biens publics. Même si le partage inconditionnel des données du Covid-19 n'est plus d'actualité, les politiques d'accès public appliquées aux résultats de la recherche financée par des fonds publics restent en vigueur.

Deuxièmement, la gestion et le partage des données de recherche ont été facilités par le développement de la recherche axée sur les données ou de la recherche assistée par l'IA (intelligence artificielle). Des entreprises privées, le gouvernement coréen et des organismes publics ont investi dans les données et les ressources liées aux technologies de l'IA. Des plateformes de données génériques qui fournissent des services pour l'ensemble des disciplines scientifiques sont apparues dans les secteurs aussi bien public que privé. Par ailleurs, les centres de données spécifiques à un domaine (biorecherche, science des matériaux, écologie, géosciences, physique des particules, recherche en santé publique, etc.) et les archives institutionnelles se sont multipliés, établissant des règles et des normes spécifiques à chaque discipline ou centrées sur une institution donnée.

Troisièmement, les institutions et bibliothèques universitaires n'ont cessé de s'adapter à l'évolution du paysage mondial de la publication en libre accès. Alors que de plus en plus de chercheurs, en Corée du Sud comme ailleurs dans le monde, publient leurs articles dans des revues internationales en libre accès, les bibliothèques nationales subissent une pression accrue pour s'adapter à cette évolution, ce qui les portent à reconsidérer leurs modèles existants d'abonnement aux revues internationales et à explorer d'autres moyens (par exemple, des accords transformants) afin de trouver un équilibre entre les coûts d'abonnement actuels et les frais de publication en libre accès. Les revues et conférences « prédatrices » – incontestablement dominées par des intérêts commerciaux – sont devenues

un autre obstacle à l'avancement de l'édition en libre accès. Le secteur de l'édition universitaire est indéniablement en pleine transition, ce qui pousse les communautés universitaires à modifier leurs pratiques. Cependant, les informations disponibles et les risques potentiels associés à ces transitions varient selon les disciplines universitaires, selon les secteurs et selon les régions du monde, ce qui entraîne des réponses différentes du secteur éditorial.

Quatrièmement, les scientifiques citoyens, les communautés locales et les profanes sont devenus des participants à part entière des activités scientifiques. Leur engagement et leur contribution sont particulièrement importants dans les domaines de l'écologie, de l'astronomie et de la recherche en santé publique. Les nouvelles perspectives et les nouveaux intérêts introduits par les acteurs scientifiques émergents conduisent à de nouvelles trajectoires de développement des connaissances. Dans le même temps, ces trajectoires entraînent inévitablement des tensions dans un contexte d'hétérogénéité. La tendance à préserver les connaissances endogènes ancrées dans les contextes locaux est remise en question par les appels à la codification et à la diffusion de ces connaissances hors des contextes locaux vers des publics plus larges. De même, la norme établie qui consiste à protéger les identités particulières des personnes interrogées est contrecarrée par des demandes d'exceptions à des fins de recherche.

> La dialectique de la science ouverte

Pour qu'une chose existe réellement, [le bien-fondé phénoménologique de la sociologie de la connaissance](#) recommande qu'elle ait une représentation idéale et qu'elle soit fondée sur une dialectique reposant sur des catégories concrètes et des hétérogénéités qui sont souvent déconnectées. De même, cet article donne un aperçu de diverses évolutions dans la dialectique coréenne de la science ouverte. Dans l'état actuel des choses, il s'agit d'un mouvement déconnecté, confiné dans des contextes spécifiques. Seuls les observateurs de ces évolutions seront en mesure de voir ce qu'elles donneront dans les années à venir. Selon la voie adoptée, l'idéal prototypique de la science ouverte de [Robert Merton](#) se réalisera ou non. Tout au long de ce cheminement, nous pouvons être assurés de découvrir tous les détails de la science ouverte. Nous encourageons simplement les gens à prêter davantage d'attention aux évolutions actuelles et à venir dans des pays comme la Corée du Sud. Les prochains rapports nationaux de l'UNESCO, prévus pour 2025, constitueront un bon point de départ pour faire connaître les dialectiques vivantes de la science ouverte dans chaque pays. En outre, il faudra des études approfondies de ces dialectiques en sciences sociales pour apprécier pleinement la dialectique mondiale émergente de la science ouverte et révéler les tâches spécifiques auxquelles nous sommes confrontés. ■

Toute correspondance est à adresser à Eunjung Shin <ejshin@stepi.re.kr>

> Décommercialiser la science : une utopie ?

Ana María Cetto, Universidad Nacional Autónoma de México (Mexique)



24

Crédit : photomontage à partir d'images de Freepik.

Comme le notent Mirowski et Sent, la « [commercialisation de la science](#) » est un phénomène hétérogène qui échappe à toute définition simple, ce qui rend peu satisfaisants bon nombre des débats actuels à son sujet. L'une des principales raisons pour expliquer cet état de fait est la définition de la science elle-même, tantôt comme un corpus de connaissances établi ou comme une institution, tantôt comme un processus ou un produit de ce processus. Par conséquent, la question posée par le titre de cet article recouvre de nombreuses facettes et se prête à une approche multidimensionnelle. Dans l'article qui suit, j'adopte l'ap-

proche – inévitablement partielle et incomplète – centrée sur la commercialisation en tant que fil conducteur.

> Bref aperçu historique

Les archives historiques montrent que le commerce a été un moteur important de la production, de l'utilisation et de la diffusion des connaissances avant même que la science ne soit conçue ou nommée comme telle. En particulier, le développement de la science en tant que création européenne a grandement bénéficié des connaissances provenant de territoires éloignés, que ce soit à travers la

>>

navigation, la colonisation ou la conquête. Une fois décontextualisées, ces connaissances sont devenues partie intégrante du corpus scientifique mais surtout une source de profit économique. En effet, le commerce des épices, des plantes médicinales et d'autres produits naturels du Sud tropical a contribué de manière significative à la puissance économique de l'Europe au cours des siècles.

Les archives historiques montrent également qu'au fil des siècles, les connaissances ont été produites et partagées dans le monde entier. Les réseaux d'échange de connaissances établis par le médecin juif portugais Garcia da Orta, devenu célèbre pour son travail approfondi sur l'utilisation médicale de fruits et d'herbes asiatiques publié pour la première fois à Goa en 1563, en sont un bon exemple. En effet, les relations que Garcia da Orta a établies avec les médecins des cours indienne, arabe, persane et turque, ainsi qu'avec des voyageurs qui se rendaient en Chine, en Indonésie et le long de la côte de l'Afrique de l'Est, ont constitué une source formidable d'informations. Mais Garcia da Orta était aussi un homme d'affaires, qui encourageait la vente de plantes médicinales et de pierres précieuses et leur exportation vers l'Europe. Les [59 chapitres de son complexe et volumineux ouvrage](#) ont été traduits et diffusés sous forme abrégée en Europe, en donnant la priorité à la sélection des espèces les plus utiles à des fins médicales et commerciales. Il n'est pas surprenant que, depuis le XIX^e siècle, il soit présenté comme un « grand homme de science » et un « pionnier de la médecine tropicale ».

La circulation des connaissances du Sud vers le Nord, qui n'a jamais cessé depuis les voyages de découverte et de conquête des XV^e et XVI^e siècles, a également conduit à la commercialisation des produits tirés de ces connaissances, sans lien avec leurs racines originelles.

> La création de la machine à financement

Les asymétries observées au cours de l'histoire dans la circulation des connaissances restent d'actualité. À l'ère de la mondialisation, nous contribuons tous, au Nord comme au Sud, à des degrés divers, à la science telle que nous la connaissons aujourd'hui : un corpus de connaissances politiquement et économiquement légitimé, alimenté par une communauté internationale croissante de praticiens établis. Mais des asymétries persistent : les contributions des pays du Sud global à la science ont une faible valeur commerciale et présentent peu d'intérêt pour le marché. D'une part, les produits de notre science sont rarement utilisés dans des applications ayant une valeur économique dans nos propres pays ; d'autre part, ils sont largement ignorés par les praticiens du Nord.

En bref, notre science dépend largement d'un système qui a le pouvoir, l'argent et les moyens de décider quelle science « compte » : un système profondément influencé par les principes de gestion industrielle de l'après-Seconde

Guerre mondiale, inspirés par les modèles d'efficacité tayloristes. La marchandisation des produits de la science, l'édition scientifique et sa principale « monnaie d'échange » – le facteur d'impact – sont des conséquences naturelles de l'industrialisation de l'activité scientifique.

Rappelons que le modèle de l'édition commerciale est apparu lorsque des entreprises privées ont pris les commandes des publications (essentiellement des revues) des sociétés savantes, qui jusqu'à la première moitié du siècle dernier étaient encore les principaux éditeurs. Ces sociétés savantes ont confié la gestion éditoriale et administrative à des éditeurs commerciaux, recevant parfois en retour une rémunération pour soutenir leurs activités. Les éditeurs commerciaux, qui ont compris la valeur marchande que représentait cette opportunité d'établir un modèle commercial rentable – une véritable « machine à financement perpétuel » selon les termes de Robert Maxwell –, ont dès lors mis au point un ambitieux système. Suivant ce système, les chercheurs feraient tout le travail de fond, non seulement en produisant le contenu – la matière première – mais aussi en servant d'éditeurs et en réalisant l'évaluation des manuscrits d'autres auteurs. Plus récemment, ce principe a été étendu à la saisie et au formatage des manuscrits, qui devaient être livrés « prêts à photographier » (c'est-à-dire prêts pour l'impression) avant l'ère de l'internet et qui sont désormais livrés « prêts à télécharger » sur la plateforme de la revue. Qu'est-ce que l'industrie de l'édition pourrait demander de plus ?

> La situation actuelle

Mais les choses ne se sont pas arrêtées là. La commercialisation des résultats de la recherche s'est accompagnée de la création de services bibliométriques et scientométriques et de leur promotion en tant qu'indicateurs de « bonne performance » (à la fois des individus et des institutions). Cela a contribué à l'expansion continue de l'activité scientifique depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Or cette expansion, portée par les entreprises et axée sur la productivité, ne s'est pas accompagnée d'une augmentation correspondante de la qualité et de la pertinence de la science ; certains analystes parlent même d'une stagnation de la science. Cela est particulièrement vrai pour la recherche fondamentale de pointe qui alimente les applications au sein et au-delà de la science, ainsi que pour les technologies modernes. En outre, le marché créé par les incitations bibliométriques, combiné à l'adoption du modèle « *gold* » de libre accès, a permis à un nombre restreint de grandes entreprises de former un oligopole transnational responsable de près de 75% des articles publiés. Ces entreprises concluent désormais des accords commerciaux au niveau institutionnel ou national, à des prix qui augmentent chaque année au-delà du taux d'inflation et des possibilités budgétaires des institutions

universitaires, ce qui se traduit par une ponction importante sur les finances publiques.

Il est important de comprendre que l'apparition de ces grandes sociétés d'édition à but lucratif ne constitue pas un échec du système hégémonique de la science, mais bien une alternative consolidée par le système lui-même pour conserver son statut hégémonique. Si nous cherchons un coupable, nous devrions nous concentrer sur le système dominé par le marché qui a pénétré et subverti pratiquement tous les domaines de l'activité humaine, en particulier celui de la création humaine. Autrement, comment expliquer que, dans le domaine artistique, un jeune entrepreneur américano-chinois paie 6,2 millions de dollars américains pour une « œuvre d'art » consistant en une banane fixée au mur, pour ensuite la manger lors d'une conférence de presse afin de « marquer l'histoire » ?

> Les connaissances comme bien public

Dans leur analyse des nouvelles caractéristiques du capitalisme, Hardt et Negri montrent comment les biens communs – ce qui appartient à l'humanité dans son ensemble – ont été encadrés par le marché et les systèmes financiers. Les biens communs sont l'air, l'eau, les fruits de la terre et tout ce que la nature nous fournit, mais aussi les résultats de la production sociale, tels que les connaissances, les langues et l'information. Ces dernières ressources étant produites socialement, elles appartiennent à chacun d'entre nous et pourtant, en raison de leur marchandisation, la grande majorité de la population n'y a pas accès.

Les connaissances scientifiques sont un bien public dans la mesure où un accès plus large ne réduit leur valeur pour personne, mais au contraire, nous enrichit. En principe, elles doivent être de haute qualité et fiables afin de susciter l'intérêt de la population pour l'activité scientifique et ses produits – bien que, dans la pratique, nous soyons loin de cet idéal.

Lorsqu'elle aborde la question de la gestion des biens communs, Elinor Ostrom ne fait pas de distinction entre les ressources naturelles et les ressources immatérielles (comme par exemple les connaissances). Dans les deux cas, elle affirme que la capacité des individus à gérer les

ressources varie en fonction des possibilités et de la volonté de la communauté de se gouverner elle-même en adoptant un ensemble d'accords et de règles du jeu.

> Décommercialiser l'édition scientifique pour en conserver la propriété et en contrôler la diffusion

Selon les arguments d'Ostrom, les communautés scientifiques doivent être prêtes à s'autogérer, et notamment à reprendre le contrôle de la publication des produits de la connaissance. À cet égard, l'Amérique latine fait figure d'exemple dans le monde entier, la plupart de nos revues scientifiques étant publiées par des institutions universitaires à but non lucratif. Il est nécessaire que les politiques publiques reviennent sur leur pratique paradoxale consistant à favoriser les publications commerciales et empêchent nos communautés productrices de connaissances scientifiques – financées par les ressources publiques des nations – de continuer à se mettre à la disposition de l'oligopole de l'édition.

La publication gratuite aussi bien pour les auteurs que les lecteurs était déjà le modèle dominant en Amérique latine avant même que ce qu'on appelle le libre accès « diamant » ne soit introduit dans les pays du Nord global et adopté dans ceux du Sud. Ce modèle garantit que les chercheurs conservent la propriété des connaissances qu'ils produisent et prennent le contrôle de leur diffusion, en établissant les canaux et les moyens de les rendre accessibles.

La décommercialisation de la science représente certainement un défi de taille, sachant que pour y parvenir, il faut notamment que se produise une évolution significative des mentalités concernant la valeur sociale et l'objectif de la science. La décommercialisation de l'activité éditoriale, qui fait partie du problème, est plus réaliste, bien qu'elle requière une action concertée des décideurs politiques et de la communauté scientifique. Certaines institutions ont commencé à s'engager dans la bonne direction en annulant leurs abonnements aux géants de l'édition commerciale ou en modifiant leurs critères d'évaluation académique. Mais ce n'est là qu'un début. ■

Toute correspondance est à adresser à Ana María Cetto <ana@fisica.unam.mx>

> La science citoyenne et un nouvel agenda des droits

Sarita Albagli, Institut brésilien d'information scientifique et technologique (IBICT) et Cívis Plateforme de Science citoyenne (Brésil)



Crédit : TL Furrer, 2017, sur iStock.

La science citoyenne, qui s'est développée au cours des deux dernières décennies, a gagné en visibilité dans les politiques publiques de différents pays et les programmes des organismes internationaux. Elle entre en dialogue avec d'autres activités et approches, telles que la science communautaire, la science participative et l'engagement du public dans la science. La science citoyenne englobe diverses conceptions, pratiques, méthodologies et sujets. Il s'agit d'un terme polysémique qui admet différentes interprétations et définitions en fonction des personnes qui la pratiquent, de leurs motivations, de leurs objectifs, de leurs perspectives et de leurs antécédents. La science citoyenne a donc un caractère « situé » qui dépend des contextes locaux et des conditions locales. Au départ, il peut s'agir d'un projet scientifique pour lequel sont recherchées des contributions de la société, ou de l'initiative d'un groupe ou d'une communauté qui chercherait à obtenir le soutien ou la certification d'équipes scientifiques.

> Les approches de type pragmatique et démocratique

Pour commencer, il convient de poser la question : « Les sciences citoyennes : pour quoi, pour qui, et surtout dans quelles conditions ? ». On peut distinguer deux approches principales dans les projets de science citoyenne, qui ne sont pas nécessairement opposées et peuvent même être complémentaires.

D'une part, d'un point de vue plus pragmatique, la science citoyenne est motivée par la mobilisation de non-scientifiques pour collecter et éventuellement analyser des données afin de réduire les coûts de la recherche et d'en améliorer la rapidité et la portée. De plus en plus, la science requiert des volumes importants de données hétérogènes et dispersées au plan territorial, ce qui fait que, dans de nombreux cas, s'en remettre aux seules équipes scientifiques ne suffit plus.

D'autre part, il a été fait appel à la science citoyenne pour donner de la visibilité et de la reconnaissance aux savoirs et aux points de vue de différents groupes sociaux, afin d'apporter de nouvelles perspectives à la science et des contributions originales à la résolution de problèmes et à l'innovation sociale. Cette approche reflète une perspective plus démocratique de la science citoyenne, qui exige de respecter le rythme lent de l'écoute et d'apporter de la porosité au dialogue entre différents types de savoirs. Elle implique une approche partant de la base et participative ainsi que des méthodologies de coproduction.

> Institutionnalisation et diversité

L'un des défis consiste à assurer la viabilité à long terme des projets de science citoyenne, en tenant compte de la pluralité des points de vue. D'une part, cela suppose que la science citoyenne soit reconnue et récompensée par les systèmes d'évaluation et de financement de la recherche. D'autre part, il est nécessaire d'éviter les modèles institutionnels qui créent des critères rigides pour définir ce qu'est un projet de science citoyenne et qui peuvent entraver sa diversité, son ouverture et sa capacité d'innovation. Il faut pouvoir comprendre cette approche de la science comme un concept et un processus en construction et en constante évolution.

Différentes sortes d'initiatives ne se désignent pas elles-mêmes nécessairement comme « science citoyenne », mais elles peuvent être considérées comme faisant partie de ce domaine. En Amérique latine, une vaste expérience a été accumulée en matière d'approches et de méthodologies participatives dans les domaines de la recherche et de l'éducation, comme en témoignent les travaux pionniers du sociologue colombien Orlando Fals Borda et de l'éducateur brésilien Paulo Freire.

Au Brésil, les initiatives de science citoyenne suscitent depuis la fin des années 2000 un intérêt croissant. Le Réseau brésilien de Science citoyenne (RBCC), créé en 2021, rassemble aujourd'hui plus de 400 participants. La [plateforme de science citoyenne Cívica](#), lancée par l'Institut brésilien d'information scientifique et technologique (IBICT) en avril 2022, a enregistré plus de 200 initiatives et projets de science citoyenne en Amérique latine, dont plus de la moitié au Brésil. Parmi les initiatives de science citoyenne, certaines attirent des personnes intéressées par la science en tant que passe-temps ou activité de loisir, par exemple dans le domaine de l'observation des oiseaux (comme [Wikiaves](#)). D'autres sont portées par des communautés touchées par des catastrophes socio-environnementales, qui produisent des données avec le soutien d'équipes universitaires qui les aident à lutter pour leurs droits (comme par exemple « [Que Lama é Essa](#) » : Qu'est-ce que c'est que cette boue ?). D'autres enfin relèvent de projets qui mobilisent la science

citoyenne pour des actions de protection de l'environnement (comme [Blue Change Initiative](#)) et de protection de la qualité des environnements marins et côtiers, parmi beaucoup d'autres exemples.

> La science citoyenne, une science ouverte

La science citoyenne s'inscrit aujourd'hui dans le mouvement de la science ouverte. L'enjeu n'est pas seulement la dimension quantitative de l'ouverture, centrée sur l'accès, mais aussi son aspect qualitatif – le type de savoirs que nous voulons produire, ce qui implique l'ouverture à une diversité de points de vue. Les pratiques et les méthodes de la science citoyenne ne se limitent donc pas au libre accès et aux principes et aux protocoles des données ouvertes. Il est important de tenir compte des positions inégales et des hiérarchies qui existent compte tenu de l'hétérogénéité des acteurs qui participent à ces initiatives. Par conséquent, les données ouvertes exigent plus que les principes FAIR, c'est-à-dire que les données soient trouvables, accessibles, interopérables et réutilisables. Il faut également tenir compte des principes CARE proposés par les peuples autochtones : bénéfice collectif, autorité en matière de contrôle, responsabilité et éthique. Il est nécessaire d'adopter, le cas échéant, des protocoles de consentement préalable, libre et éclairé, des moyens de restitution des résultats de la recherche aux participants et des outils de partage juste et équitable des bénéfices.

Les infrastructures ouvertes sont également cruciales, compte tenu de l'utilisation croissante d'outils numériques dans les projets de science citoyenne, tels que les applications de téléphonie mobile, les appareils d'enregistrement, de mesure et de détection, ainsi que les plateformes numériques. Si ces dispositifs permettent d'augmenter la production et l'enregistrement des données de manière décentralisée, ils présentent également des risques d'extraction et d'exploitation des données. Cela fait partie de « l'économie de plateforme » émergente – ou plutôt du « capitalisme de plateforme » – qui menace la souveraineté des données, c'est-à-dire notre capacité à prendre de manière autonome des décisions sur la production et l'utilisation de nos données. Ces plateformes ont généralement des interfaces conviviales mais manquent de transparence sur leurs stratégies de fonctionnement et de rentabilité. L'utilisation croissante de l'intelligence artificielle crée des opportunités mais aussi des risques. Dans le même temps, l'exclusion numérique subsiste et affecte plusieurs régions du monde et groupes sociaux qui n'ont toujours pas d'accès adéquat à l'internet et deviennent vulnérables face aux grandes entreprises technologiques.

Toutes ces dimensions, et les garanties qui existent dans chaque cas, doivent être prises en compte dans les projets de science citoyenne.

> La science citoyenne dans les domaines conflictuels

D'aucuns affirment que nous avons besoin de la science citoyenne pour contribuer à la résolution de la crise socio-environnementale planétaire actuelle. Cependant, la construction d'un « avenir commun » n'est pas nécessairement consensuelle ou pacifique. Les causes et les conséquences de la crise sont inégalement réparties entre les pays, les régions et les différents segments de la société. Vouloir agir sur ces causes et ces conséquences implique souvent la confrontation entre des positions divergentes et antagonistes concernant les visions du monde et les styles de développement. Des conflits, parfois violents, existent entre les forces de protection de l'environnement et les forces d'exploitation de la nature, en particulier dans des contextes de forte inégalité sociale et de vulnérabilité politique. Dans quelle mesure la pression en faveur de styles de développement alternatifs conduit-elle la science à être perméable à d'autres valeurs et pratiques, voire à encourager des changements de paradigme dans les structures de pouvoir de la science ?

Nombreux sont ceux qui rappellent que les paradigmes scientifiques occidentaux ont favorisé l'invisibilité et créé des obstacles au développement et à la reconnaissance de trajectoires scientifiques et de types de savoirs autres et plus diversifiés, susceptibles d'ouvrir la voie vers un développement plus durable. Dans ce contexte, un ensemble de positions contre-hégémoniques sur les savoirs et la science a émergé, exprimant, selon les termes de Michel Foucault, une véritable « insurrection des savoirs assujettis ». Celles-ci proviennent de divers courants de pensée issus de mouvements sociaux inspirants – de l'environnementalisme aux théories féministes et queer, en passant par les études antiracistes, postcoloniales, décoloniales et subalternes, la pédagogie des opprimés, l'écologie du savoir et les épistémologies du Sud global.

Ceux qui proposent ces lignes de pensée cherchent à rendre visibles les visions du monde et les cadres épistémiques des peuples traditionnels et autochtones, des groupes à risque et des populations vulnérables, des groupes socialement stigmatisés, de l'expertise profane ou du savoir expérientiel et de la science périphérique, afin

de mieux apprécier leur rôle dans la lutte contre la crise planétaire actuelle. Ils proposent de promouvoir ce qu'ils considèrent comme la justice cognitive, des changements de paradigme et la pensée de frontière (*border thinking*), entre autres termes.

> Une relation dialogique entre la science et la société pour lutter contre la désinformation

Dans ces scénarios, le rôle de la science citoyenne ne se limite pas à combler les lacunes en matière de données pour contrôler la réalisation des objectifs de développement durable. La science citoyenne a été amenée à dialoguer avec ces lignes de pensée et d'action, en promouvant l'interaction entre différentes bases onto-épistémiques – différents modes de vie et de connaissance – et en rendant visibles des pratiques de savoir ayant un lien plus équilibré avec la durabilité de la vie. La science citoyenne a également été un moyen d'éducation scientifique et environnementale, contribuant à une relation plus dialogique entre la science et la société. Cet aspect a pris de l'importance en raison de la désinformation et des campagnes qui discréditent la science, comme dans le cas du déni du changement climatique et des campagnes antivaccin, avec la diffusion de « *fake news* » et de « *fake science* ».

La science citoyenne peut être l'occasion de renforcer la citoyenneté, en particulier pour ceux qui en sont sans cela exclus. La notion de citoyenneté est réinterprétée, en accordant une place centrale à des relations plus horizontales entre les différents acteurs et espaces de savoir. La science citoyenne peut offrir des outils pour étayer des données et un activisme cognitif afin d'étendre l'influence de la société sur la gestion territoriale et les politiques publiques. Cela implique d'inclure un nouvel agenda des droits, en particulier le « droit à la recherche ».

Il s'agit d'une question cruciale si nous voulons promouvoir un vaste dialogue au sein et au-delà de la science. De telles conversations indiquent une évolution de l'éthique de la coexistence entre différentes matrices épistémologiques vers une perspective de polyphonie, de communication dans son sens étymologique originel de « devenir commun ». ■

Toute correspondance est à adresser à Sarita Albagli <sarita@ibict.br>

> Repenser la science ouverte dans le souci de l'équité et de l'inclusion

Ismael Ràfols, Chaire UNESCO sur la diversité et l'inclusion dans les sciences globales, Université de Leyde (Pays-Bas), INGENIO, Universidad del País Vasco (CSIC-UPV), et Universitat Politècnica de València (Espagne)



Crédit : photomontage à partir d'images de Freepik.

> Les contradictions qui accompagnent la progression de la science ouverte

La science ouverte (SO) représente une nouvelle manière de faire de la science basée sur le travail coopératif et de nouvelles façons de partager les connaissances, souvent par le biais des technologies numériques ou d'autres outils collaboratifs. En outre, comme exposé dans une recommandation de l'UNESCO de 2021, l'espoir est que la SO « [serve] à élargir l'accès aux connaissances scientifiques, au profit de la science et de la société [et à] promouvoir des opportunités d'innovation et de participation à la création des connaissances scientifiques et au partage de leurs bienfaits » ([UNESCO, 2023](#)).

Compte tenu de ces avantages potentiels, des initiatives telles que les publications en libre accès, le partage des données et la science citoyenne ont été encouragées et ont gagné du terrain, en particulier ces dix dernières années. Cependant, des analyses récentes consacrées à la

SO indiquent des tendances inquiétantes : certes, la SO se répand, mais d'une manière qui remet en cause les l'espoir qu'elle pourrait mener vers plus d'équité et accroître l'impact de la science sur la société.

Dans l'ensemble, on a l'impression que quelque chose a fonctionné de travers avec les modes actuels de développement de la SO : d'une part, la science ouverte telle qu'elle existe aujourd'hui est en train de creuser les inégalités et, de l'autre, l'impact sociétal des méthodes actuelles de la science ouverte n'est pas clair ou est limité.

Premièrement, en ce qui concerne les inégalités, les chercheurs des universités et des pays riches (comme c'est mon cas) ont aujourd'hui le privilège d'être relativement plus visibles que leurs collègues des pays pauvres, parce que nos institutions peuvent payer des frais (souvent élevés) pour publier en libre accès. Bien que cela rende certaines connaissances accessibles, cela va à l'encontre du principe de base selon lequel les contributions scientifiques devraient être jugées et rendues visibles en

>>

fonction de leur mérite scientifique, et non en fonction de la richesse des auteurs. C'est pourquoi de nombreuses parties prenantes estiment que le modèle de paiement à la publication (ce que l'on appelait autrefois le modèle « *gold* » ou SO hybride) est en train de pervertir le système de la recherche. Ce modèle nuit également aux éditeurs qui proposent un accès libre « *diamant* » (publication et lecture gratuites), [en particulier dans des régions comme l'Amérique latine et l'Europe de l'Est](#). En conséquence, [même en Europe occidentale, on observe un glissement du modèle de l'auteur-payeur au soutien institutionnel aux revues en libre accès de type « *diamant* »](#).

Deuxièmement, [selon une étude récente](#), les avantages sociétaux de la SO ne sont pas encore avérés. En revanche, les données actuelles suggèrent que la science citoyenne et d'autres approches participatives, telles que les interactions avec les décideurs politiques et les parties prenantes, sont les principaux moyens par lesquels la recherche apporte sa contribution dans le domaine social. Autrement dit, l'impact social se produit rarement par le biais d'articles ou de données, mais principalement par le biais d'interactions sociales qui facilitent le « transfert » de connaissances entre les acteurs de la société et les chercheurs. Ces résultats remettent en question l'accent mis actuellement sur l'investissement dans les plateformes technologiques par de nombreuses politiques de SO.

À la suite de ces réflexions, j'expliquerai ici pourquoi la conceptualisation et la défense de la SO doivent être repensées pour servir l'objectif de justice épistémique.

> La science ouverte : une transformation, mais dans quelle direction ?

Comme nous l'avons vu, il existe deux principaux facteurs de développement de la SO. Premièrement, la numérisation de l'information est à l'origine de nouvelles méthodes de production, de communication et de stockage des connaissances scientifiques. Deuxièmement, l'espoir que ces nouvelles méthodes facilitent les interactions entre la science et la société s'est accompagné de critiques de l'impact social de la science et de l'espoir de rendre la recherche plus adaptée aux besoins, aux demandes et aux aspirations de la société.

[Des programmes très différents de mise en œuvre de la SO ont été élaborés](#) en fonction des raisons qui ont motivé sa mise en place et de ce qui est attendu qu'elle accomplisse. Certaines conceptions se concentrent davantage sur les gains d'efficacité au sein du système de la recherche, d'autres sur le développement des technologies de plateforme, sur l'élargissement de l'accès à l'information, ou encore sur la participation. Mais alors qu'en principe, ces différentes conceptions étaient censées intervenir en parallèle et se compléter, la mise en œuvre de la SO a fait apparaître des tensions et des dynamiques contradictoires.

[Si l'on comprend la SO comme une transformation du système de recherche](#), chacune des différentes conceptions de la SO pousse la recherche dans une direction qui est incompatible avec d'autres conceptions. Par exemple, le développement de la SO dans le sens de plateformes d'information entre très souvent en tension avec la SO comme facteur d'inclusion et de participation, dans la mesure où certaines sections de la population mondiale ne bénéficient pas d'un contexte ou des moyens de participer à travers ces plateformes. Ou, par exemple, le recours au modèle *pay-to-publish* (auteur-payeur) pour obtenir davantage de libre accès entre en opposition avec la SO exprimée en termes d'équité (les chercheurs dans les contextes à faibles ressources ne pouvant pas payer) et d'intégrité ([la rigueur des systèmes de révision de certaines revues auteur-payeur, telles que *Frontiers* ou *MDPI*, étant discutable](#)).

En résumé, il n'y a pas d'avenir unique pour la SO, mais des futurs potentiels disparates qui chacun mènerait à un certain type de SO et pas à un autre. Dès lors, la question à poser ne concerne pas *l'ampleur des progrès réalisés pour aller vers plus de SO*, mais *quels types de SO sont développés et adoptés, par qui*, et avec quelles conséquences.

[Philip Mirowski, économiste politique de la science](#), a mis en garde contre le fait que la SO standard, associée à l'infrastructure de l'information, est étroitement liée au « capitalisme de plateforme » (cf. le « capitalisme de surveillance » de Shoshana Zuboff) et comporte des dangers qui s'apparentent à ceux des médias sociaux tels que Google et Facebook : le contrôle des informations publiques sur la recherche à différents stades du processus de recherche (des notes de laboratoire aux publications en passant par les systèmes d'évaluation) par des sociétés oligopolistiques telles qu'Elsevier, Clarivate ou Springer-Nature, qui ont le pouvoir d'influer sur le comportement collectif et les visions de la science. Ces entreprises, souvent soutenues par les politiques publiques américaines et européennes (comme par exemple, le premier Plan S), ne se contentent pas d'extraire des richesses des pays du Sud global, mais sont également en mesure de [produire des représentations de la science susceptibles de renforcer les hégémonies du Nord](#) en dotant de plus de visibilité ses principales questions scientifiques, disciplines, langues, valeurs et approches culturelles.

Parallèlement à ces plateformes et en opposition avec elles, des initiatives collectives qui offrent des trajectoires diverses et inclusives de SO se développent néanmoins à la fois dans les pays du Sud et du Nord, comme par exemple [LA Referencia](#), [Participatory Research in Asia](#), le [Public Knowledge Project](#), ou la [Déclaration de Barcelone](#). Il reste à savoir lesquelles concordent le mieux avec la justice épistémique parmi les diverses voies possibles de SO.

> La science ouverte, par qui et pour qui ?

La Recommandation de l'UNESCO sur une science ouverte de 2021 a joué un rôle déterminant pour donner une nouvelle définition de la SO qui intègre l'équité et les avantages collectifs comme valeurs clés des orientations à suivre. Dans le prolongement du principe énoncé dans la Déclaration universelle des droits de l'homme selon lequel « toute personne a le droit de prendre part librement [...] et de participer au progrès scientifique et aux bienfaits qui en résultent », la Recommandation considère la science comme un bien public mondial et « l'ouverture » dans la SO comme le moyen de rendre le savoir véritablement public et mondial.

Cependant, [comme l'explique Michel Callon](#), la science n'est pas un bien public conventionnel car un investissement substantiel dans les capacités est nécessaire pour participer non seulement à sa production mais aussi à sa reproduction, à son entretien et à son utilisation. Tout citoyen peut potentiellement respirer de l'air pur (un bien public) sans effort particulier et sans même en être nécessairement conscient. En revanche, pour participer à la production et à l'utilisation des connaissances scientifiques, il est indispensable d'avoir des connaissances préalables, ainsi que des ressources et des capacités complémentaires.

Par exemple, en ce qui concerne l'expertise : nous pouvons avoir accès à des publications scientifiques sur le cancer. Néanmoins, en cas de diagnostic, seuls les experts peuvent utiliser ces articles scientifiques pour décider des thérapies appropriées. Le reste d'entre nous doit s'en remettre à des rapports destinés au grand public ; par conséquent, [ces documents \(plutôt que les articles scientifiques\) sont essentiels pour le partage des connaissances](#).

En ce qui concerne les ressources, on peut supposer que les chercheurs des pays à revenus moyens ou faibles ont accès à des sites web contenant des données scientifiques. Dans la pratique, cependant, ils ne peuvent souvent pas les utiliser car l'analyse des données nécessite une certaine infrastructure ou un personnel spécifique qu'ils ne peuvent pas se permettre ; dans le pire des cas, ils peuvent avoir des [connexions internet coûteuses, de mauvaise qualité ou bloquées \(en raison de sanctions\)](#).

En bref, l'information scientifique accessible en ligne ne peut souvent pas être mobilisée à des fins utiles, en particulier dans les pays du Sud. Le fait de rendre les produits scientifiques (articles, données, logiciels, etc.) librement accessibles peut profiter aux organisations et aux entreprises qui disposent de capacités et de ressources

importantes. Et même dans ces cas, des efforts ciblés de « transfert » et d'adaptation sont nécessaires pour que ces connaissances parviennent et profitent à la plupart des populations dans le monde. Le simple fait de rendre les connaissances accessibles électroniquement favorise principalement ceux qui y ont déjà accès et n'encourage pas la participation ou le partage des bénéfices de la science pour une grande partie de la population mondiale. C'est pourquoi la direction que prend la SO en se concentrant sur le libre accès aux produits scientifiques ne conduit pas à plus d'équité et de justice épistémique.

> Contextualiser l'ouverture : de « l'accès aux résultats » aux « connexions »

Malgré tout, d'autres manières de mettre en œuvre la SO peuvent conduire à l'équité et avoir un impact. Le réseau [Open and Collaborative Science in Development Network \(OCSNet\)](#), dirigé par Leslie Chan, a montré que [l'ouverture doit être contextualisée](#). Ce n'est que dans un contexte spécifique que les chercheurs et les parties prenantes peuvent développer les formes spécifiques de participation et de communication qui rendent les connaissances scientifiques utiles à des groupes sociaux spécifiques, par exemple les communautés sociales marginalisées.

Cette contextualisation ne peut être réalisée simplement en se concentrant sur l'accessibilité numérique des produits de la recherche. Au contraire, [comme l'a soutenu Sabina Leonelli dans un ouvrage récent](#), l'accent devrait être mis sur les processus d'échange de connaissances entre les chercheurs et les communautés sociales. Souvent, ces processus bénéficieront d'un accès ouvert aux produits numériques. Néanmoins, les formes et les plateformes particulières utilisées varieront en fonction des participants à un processus d'échange de connaissances donné.

Le mouvement en faveur de la science ouverte est porteur d'une promesse de justice épistémique. De nombreux activistes estiment que des acteurs privés ([principalement les éditeurs oligopolistiques](#)) [se sont emparés des avancées actuelles](#), mais peut-être est-ce également le cas des grandes infrastructures de recherche dans des disciplines puissantes (comme la génomique et la physique des hautes énergies). Pour retrouver son pouvoir d'émancipation et son souci d'équité et d'inclusion, la SO doit se redéfinir, non pas en termes de produits et de plateformes technologiques (dont beaucoup appartiennent à l'industrie ou à la « big science »), mais dans les processus mêmes d'échange de connaissances dans des contextes plus humbles, au sein d'un éventail beaucoup plus large de communautés humaines. ■

Toute correspondance est à adresser à :
Ismael Ráfols <i.rafols@cwts.leidenuniv.nl>

> Polarisation et conflit politique en Amérique latine

Gabriel Kessler, Conicet-UNLP/UNSAM (Argentine), et **Gabriel Vommaro**, Conicet-UNSAM (Argentine)



Crédit : Matheus Ribs, @o.ribs, 2021

Ainsi que l'expliquent [Gabriela Benza](#) et [Gabriel Kessler](#), l'Amérique latine connaît depuis 2019 une période de mécontentement et de conflits sociaux et politiques croissants, qui se sont aggravés avec la pandémie de Covid-19 en 2020. Les forces de gauche qui avaient attisé le vent du changement au début du XXI^e siècle sont désormais « l'establishment » à contester. Dans le même temps, l'émergence d'une opposition de droite laissait présager un revirement politique, qui ne s'est pas produit. Le mécontentement politique s'est accru en Amérique latine depuis la fin du boom des matières premières et s'est aggravé avec la pandémie. Les manifestations de masse, l'évolution du comportement des électeurs, les attitudes négatives à l'égard de la démocratie et l'émergence de propositions radicales de droite en sont autant d'expressions.

Dans ce contexte, il y a deux questions que nous souhaitons aborder. Comment les conflits s'organisent-ils dans les différents pays ? Quels sont les enjeux et les conséquences de ces conflits pour la démocratie dans la région ? Pour répondre à ces questions ainsi qu'à d'autres questions, une recherche comparative approfondie a été menée entre 2021 et 2023 dans cinq pays (Argentine, Brésil, Colombie, Salvador et Mexique) en utilisant des méthodes mixtes, dans le cadre du projet [POLDER](#) (Polarisation, démocratie et droits en Amérique latine), financé par la Fondation Ford.

Sur la base de nos recherches, nous soutenons qu'après la fin du boom des matières premières, les conflits sociaux en Amérique latine peuvent s'inscrire dans trois types de scénarios : la polarisation idéologique avec des composantes affectives, la polarisation autour d'un leader émergent et le mécontentement généralisé. Ces trois types de scénarios sont dynamiques et ne suivent pas une séquence préétablie, comme le montre la Figure 1.

Les scénarios du mécontentement dans l'Amérique latine contemporaine

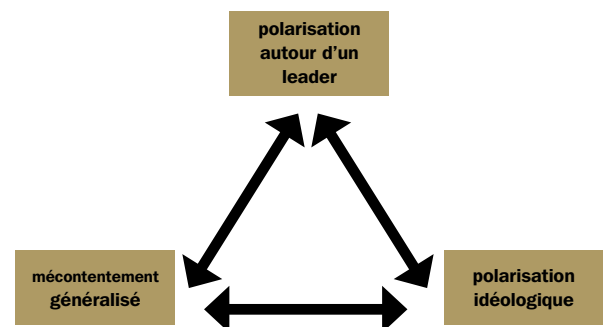


Figure 1.

> Analyse de trois cas : le Brésil, la Colombie et le Mexique

Parmi les pays étudiés dans le cadre de POLDER, l'Argentine et le Brésil figurent parmi les cas de polarisation

idéologique, tout comme l'Uruguay. On observe un mécontentement généralisé en Colombie, et avec certaines nuances, également au Pérou et en Équateur. Les cas de polarisation autour d'un leader sont ceux du Mexique avec Andrés Manuel López Obrador, et du Salvador avec Nayib Bukele. Nous examinerons trois cas pour illustrer ces différents scénarios.

La polarisation est apparue au Brésil dans les années 2000, avec un « virage à gauche » qui s'est produit autour d'une solide coalition sociopolitique formée par l'alliance entre le Parti des travailleurs (PT), les syndicats et les mouvements sociaux. [Singer](#) décrit comment les gouvernements successifs du PT ont conjugué des politiques de redistribution avec des politiques progressistes en matière de culture, d'égalité de genre et de droits de l'homme. [Samuels et Zucco](#) montrent que lorsque Bolsonaro est apparu sur la scène électorale, il est parvenu à représenter des électeurs dispersés et hétérogènes que réunissait leur rejet du PT mais aussi, comme le suggèrent également [Santos et Tanscheit](#) et [Rennó](#), un désaccord avec une droite traditionnelle qui ne reflétait pas pleinement le mécontentement culturel et économique à l'encontre de Lula et de son parti.

En Colombie, [Botero, Losada et Wills-Otero](#) ont montré qu'Álvaro Uribe est apparu en 2002 comme une alternative autoritaire aux candidats des partis traditionnels (bien qu'il soit un dirigeant du Parti libéral). Sous couvert de « sécurité démocratique », il a constitué l'image d'un parti à succès basée sur des mesures radicales pour résoudre le conflit armé interne. Le référendum de 2016 sur les accords de paix a été caractérisé par une forte polarisation électorale et par une alliance stratégique entre les opposants aux accords et les conservateurs religieux. Cependant, la nature non partisane du vote a empêché la consolidation de coalitions sociopolitiques susceptibles d'élaborer des programmes différents pour les électeurs. En 2018, une option électorale de gauche au niveau national a atteint le second tour des élections présidentielles. En 2022, cette force a porté au pouvoir son leader, Gustavo Petro.

Après plus de 70 ans de prédominance du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), le Mexique est entré dans le XXI^e siècle en engageant un processus d'ouverture démocratique. Une compétition entre trois grandes forces électorales a émergé : le PRI, qui a conservé sa force en tant que parti fourre-tout aux composantes idéologiques diffuses ; le Parti Action nationale (PAN), conservateur ; et le Parti de la Révolution démocratique (PRD), de centre-gauche. Lors des élections présidentielles de 2006, le PRD a été absorbé par un nouveau mouvement, cette fois-ci à forte tonalité refondatrice : le Mouvement Régénération nationale (Morena), qui a intégré une bonne partie des dirigeants du PRD et de sa base. Le leader du Morena, Andrés Manuel López Obrador (dit « AMLO »), a accédé en 2018 à la présidence du pays en se prononçant contre

l'establishment politique et ses « privilèges ». En 2024, Claudia Sheinbaum, du même parti, a été élue à une large majorité des voix.

> Scénarios nationaux et mécontentement au niveau sociétal

Comment les différents scénarios nationaux influencent-ils la structuration du mécontentement au niveau sociétal ? Dans notre argumentation, qui coïncide avec l'analyse de [Ken Roberts](#) sur le scénario politique post-néolibéral en Amérique latine, nous considérons que les agents de la représentation fournissent les cadres dans lesquels la société organise le mécontentement. Par exemple, dans le cas du Brésil, [Kessler, Miskolci et Vommaro](#) montrent que les électeurs du PT ont des positions progressistes sur les questions culturelles et économiques. Les électeurs de Bolsonaro sont plus conservateurs sur ces deux questions. Dans les scénarios de mécontentement généralisé à l'égard des élites politiques, les partis organisent la scène électorale mais sont de faibles agents de représentation et, par conséquent, n'organisent pas le conflit au niveau sociétal. C'est le cas en Colombie, où [Kessler et al.](#) montrent que la préférence électorale et les positions idéologiques sont faiblement corrélées. Lorsqu'un scénario polarisé est centré sur un leader, cette polarisation opère au niveau électoral mais ne contribue pas à organiser les préférences et les revendications prioritaires de la société. Comme en Colombie, la préférence électorale et les positions idéologiques sont faiblement corrélées au Mexique.

Les trois scénarios que nous avons définis ont également des implications à différents niveaux dans la structuration des conflits. La première implication évidente concerne la politisation des débats de société. Il existe une corrélation entre un niveau élevé de polarisation et un intérêt accru pour la politique. Les opinions sont clairement en phase avec les votes. Ces idées sont liées aux cadres offerts par les coalitions sociopolitiques. Au Brésil, les arguments et le langage sont davantage axés sur les droits et moins sur les critères individuels. Au Mexique comme au Brésil, l'intérêt pour la politique et la consommation d'informations politiques sont plus importants. En revanche, la Colombie est le cas le moins politisé, avec une plus grande importance accordée aux cadres religieux et une moindre consommation d'informations politiques.

La deuxième implication concerne l'alignement idéologique du mécontentement. Des niveaux élevés d'alignement impliquent que les positions sont structurées selon des agendas qui suivent la division gauche-droite (avec ses particularités nationales), généralement associée aux principales coalitions sociopolitiques concurrentes. Au Brésil, où il existe une polarisation idéologique, une frontière idéologique entre les électeurs des deux options concurrentes peut être identifiée. En Colombie, c'est le mécontentement généralisé qui prévaut. Le manque d'op-

portunités et la vision négative des élites donnent le sentiment d'un terrain de jeu inégal : tout est mis en place par les élites uniquement pour leur propre bénéfice. Cette idée d'un terrain de jeu inégal suscite apathie et colère. Au Mexique, le facteur déterminant est d'ordre moral et s'accompagne d'une remise en question des principaux acteurs de l'histoire récente du pays, notamment en ce qui concerne la corruption et les privilèges.

Le degré et la teneur de la polarisation affective ne sont pas non plus les mêmes d'un scénario à l'autre. Le Brésil présente les niveaux les plus élevés de disqualification morale de l'adversaire dans un contexte de polarisation idéologique. Ainsi, la polarisation affective alimente les alignements idéologiques au lieu de les supplanter. Un contraste évident peut être observé en Colombie, où la vision négative de l'autre ne se manifeste qu'au sein de petits groupes d'électeurs radicaux. Au Mexique, l'alignement idéologique est également diffus. Néanmoins, la figure d'AMLO pourrait soit donner lieu à une réorganisation idéologique de la société, soit devenir une expérience moins durable d'appel populiste.

> **Conceptualisation des scénarios et situations polarisées**

Le caractère dynamique de notre conceptualisation des scénarios a des implications pour les situations polarisées.

On sait que la polarisation a des effets inégaux sur la vitalité démocratique. Elle organise le mécontentement et crée des niveaux élevés de politisation, mais elle génère également beaucoup d'animosité au niveau sociétal.

Les scénarios de polarisation autour d'un leader émergent peuvent laisser place à des orientations autoritaires. Cela n'a pas été le cas au Mexique, où la présidence de Claudia Sheinbaum semble augurer d'une consolidation de la démocratie. Cependant, d'autres cas de leaders émergents qui promettent de transformer un mécontentement de longue date en un espoir de changement peuvent être le signe préoccupant de démocraties illibérales, comme on peut le voir avec Bukele au Salvador, ou d'un virage à l'extrême droite avec un avenir incertain, comme l'illustre Milei en Argentine.

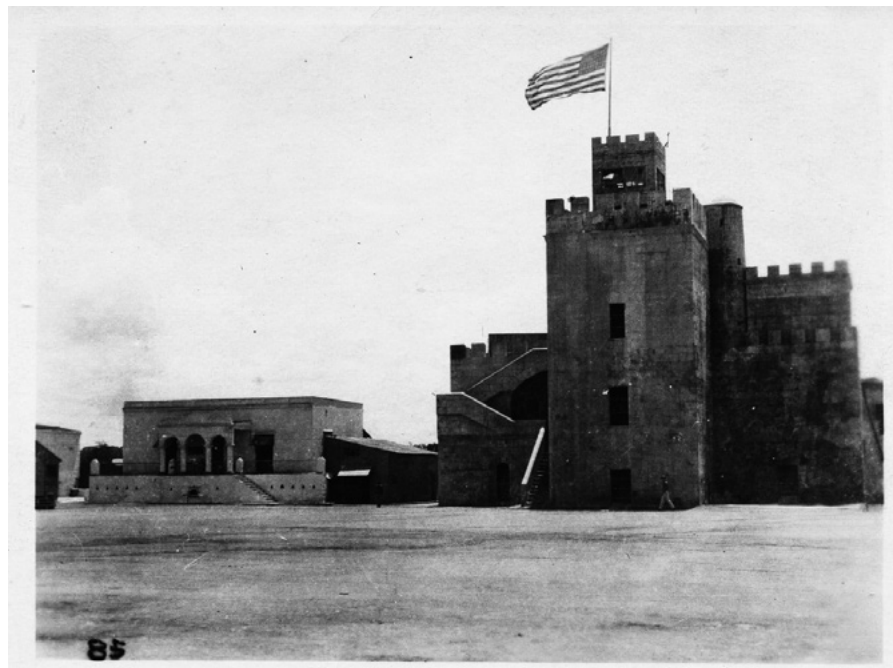
Enfin, c'est en Amérique latine que les cas de mécontentement généralisé semblent les plus fréquents. L'insatisfaction à l'égard de la démocratie, le faible niveau de participation aux élections et la difficulté pour la société de transformer son mécontentement en action transformatrice laissent entrevoir un scénario de forte volatilité politique, sans horizon clair de changement. ■

Toute correspondance est à adresser à Gabriel Kessler <gabokessler@gmail.com>

* Une version antérieure de cet article a été publiée dans [The Review of Democracy](#).

> Haïti : crépuscule d'un État

Jean-Marie Théodat, Laboratoire PRODIG, Université Paris 1 Panthéon Sorbonne (France)



Crédit : USMC, 1922, Richard, sur Openverse.

Suivant une logique habituelle, la terreur est un instrument d'oppression à l'usage d'un pouvoir autoritaire qui s'en sert comme moyen de soumettre la population et de renforcer son emprise sur l'opinion publique. De nos jours, en Haïti, la terreur ne sert pas à asseoir un quelconque pouvoir, mais est la conséquence de l'absence de pouvoir. La perte du monopole de la violence légitime a provoqué une dispersion de la fonction régalienne qui est d'assurer la sécurité des citoyens, entre des mains vénales. Dans le même temps, les couches opprimées qui subissent de longue date l'exclusion sociale et culturelle et l'inégalité de la répartition des richesses se sont retrouvées dans une situation de désenchantement qui a donné naissance à des mouvements asociaux et violents : les gangs. Leur puissance de feu est telle que l'État est dans l'impossibilité de les vaincre.

> Assassinat, impunité et terreur

Le 7 juillet 2021, le président Jovenel Moïse était assassiné en présence de sa femme et de ses enfants. D'après les témoins directs, la victime aurait été soumise à des actes de torture avant d'être liquidée à l'arme automatique : douze balles pour un seul homme. Cela pourrait être le titre d'un film de série B. À ce déchaînement de

violence s'ajoute la facilité consternante avec laquelle les assassins ont pu s'éloigner sans être inquiétés. Ce n'est qu'une fois rentrés dans leurs bases que les auteurs du crime ont été appréhendés. Ils étaient, manifestement, tellement assurés de leur impunité qu'ils n'ont pas cherché à se mettre à couvert ni à dissimuler leurs armes. Comment ont-ils réussi à s'introduire dans la résidence présidentielle sans rencontrer le moindre obstacle ? Cette question importe autant que le mobile du crime. Les meurtriers ont pu s'introduire chez le président et s'en aller sans provoquer d'alarme ni de réaction de la part des agents chargés de la sécurité du chef de l'État. Il s'agit là d'une exécution de type mafieux, qui sert en même temps d'avertissement pour inciter les témoins à garder un profil bas.

> Élections douteuses, affrontements incessants et délitement l'ordre public

Au moment de son assassinat, le président Moïse était déjà un mal aimé. Mal élu en 2016, il est remis en selle après un processus électoral marqué par de nombreuses irrégularités, obligeant le Conseil électoral provisoire (CEP) à s'y reprendre à deux fois. Celui-ci, accusé de corruption et de détournement massif de fonds publics dans le cadre du programme Petrocaribe, continue de peser sur les dé-

>>

cisions régaliennes, apparaissant comme une doublure de la présidence. Des manifestations sporadiques sont organisées pour exiger des comptes sur l'usage des fonds publics alloués à la reconstruction de la capitale après le séisme du 12 janvier 2010 qui avait provoqué des pertes évaluées à plus de 9 milliards de dollars et causé plus de 250.000 morts et disparus.

Ces manifestations, parties des quartiers populaires de la capitale, ont pour habitude de remonter vers les quartiers huppés de Pétiyon-Ville où résident les gens d'argent et de pouvoir. Au départ pacifiques, elles finissent le plus souvent par dégénérer en saccages de magasins, pillages de dépôts et actes de vandalisme à l'encontre des marchands informels installés sur les trottoirs.

Entre 2016 et 2018, la capitale connaît des épisodes d'affrontements entre les manifestants et la police, au cours desquels des échanges de tirs à balles réelles laissent de nombreuses victimes anonymes. Les assassinats d'opposants ne donnent lieu à aucune forme d'arrestation ni de jugement des commanditaires. Lui-même partisan de la manière forte pour venir à bout de ses opposants, le chef de l'État finira par périr par l'épée dont il s'est servi pour réprimer les manifestants dans les rues. Un pouvoir qui ne repose que sur les services d'agents étrangers infiltrés et qui n'obéit à aucun code républicain pour maintenir l'ordre public, est condamné à disparaître. Le recours à des milices et à des bandes criminelles pour le maintien de l'ordre relève d'une dérive mafieuse qui a peu à peu conduit à installer les passeurs de la drogue aux commandes dans les opérations de manifestation de l'autorité de l'État.

> Émeutes, gangs et meurtres commandités

Pour assurer la sécurité du personnel du gouvernement et sécuriser les principaux axes et points de passage (ports, aéroports, douanes), le recours à des prestataires de services privés a servi de cheval de Troie aux trafiquants d'armes, qui ont investi la place d'autant plus facilement que depuis 1995 Haïti n'a plus d'armée. En mars 2018, un massacre a lieu à La Saline, l'un des quartiers les plus déshérités de la capitale et point de départ de nombreuses manifestations anti-gouvernementales. Plus de 80 personnes sont assassinées par les hommes de main de Barbecue. Certaines sont dépecées et passées au grill, ce qui justifie, rétrospectivement, le surnom de Barbecue attribué, du temps que sa mère vendait des saucisses grillées sur les trottoirs de la ville, au futur chef de gang Jimmy Chérizier responsable de cette tuerie. Il n'y a eu ni arrestation ni enquête publique. Les parents des victimes se terrent dans le silence, de peur des représailles.

En juillet 2018, les manifestations s'intensifient, avec des émeutes et des barricades qui mettent en difficulté le pouvoir. Malgré le discrédit général de l'État et le blocage

durant une semaine des principales artères de la capitale, le pouvoir parvient à se maintenir aux commandes. Mais c'est au prix d'une répression sanglante orchestrée par les gangs. Dans les quartiers populaires, des scènes macabres se multiplient, qui mettent la population civile aux prises avec des bandes armées qui assassinent, violent et mettent le feu aux habitations de fortune sans jamais être inquiétées par la police. Entre 2018 et 2021, des assassinats ciblés sont perpétrés de manière systématique contre des adversaires du pouvoir, sans conséquence pour leurs auteurs. Monferrier Dorval est ainsi assassiné le 28 août 2020, et Antoinette Duclair le 29 juin 2021. Le premier, juriste, bâtonnier du barreau de la capitale et spécialiste en droit constitutionnel, contestait la légitimité du président à remanier la constitution par référendum comme il se proposait de le faire. La seconde était une journaliste critique du pouvoir. Tous deux ont été assassinés dans des circonstances encore non élucidées mais qui laissent penser à une commande du palais.

C'est dans ce contexte que se produit l'assassinat du président Jovenel Moïse. Ariel Henry devient alors Premier ministre, mais son pouvoir est aussitôt contesté par les partisans de son prédécesseur révoqué deux jours à peine avant le régicide. De juillet 2021 jusqu'à sa chute en février 2024, son gouvernement a assisté impuissant à la prise de contrôle de 80% de l'espace métropolitain par les gangs armés regroupés au sein d'une alliance criminelle disposant de plus de 600.000 armes de guerre : le Viv Ansanm. Jimmy Chérizier dirige ce cartel de brigands d'une main de fer et lance à partir de janvier 2024 ses premiers assauts contre le pouvoir central. Pour justifier ses actes, le chef de gang adopte une phraséologie pseudo-révolutionnaire. Tout en semant la terreur dans les quartiers les plus pauvres de la capitale (Bel Air, Delmas, Grand Ravine, etc.), les bandits se présentent comme les défenseurs des opprimés.

> La montée en puissance des seigneurs de la guerre et le Conseil présidentiel de transition

Face à la dérive autoritaire d'un pouvoir inefficace et corrompu, le mois de février 2024 est choisi par une partie de l'opposition pour réclamer la démission du Premier ministre. Les interventions musclées de la police ne suffisant pas à décourager les manifestants, des milices privées viennent prêter main forte aux forces de l'ordre. Le pouvoir utilise les hommes des milices comme des supplétifs n'obéissant à aucun code de conduite, encore moins de l'honneur. Ces milices commettent des massacres dans les quartiers populaires et condamnent à l'exode les populations aux abois des zones soumises à leur contrôle. Devenus des soldats sans maîtres, les anciens chefs de gangs se muent en seigneurs de la guerre qui font régner leur propre loi dans les périphéries et les faubourgs. Les noms de Izo, Lanmò san jou, Tilapli, Chen Mechan et Barbecue deviennent aussi familiers que ceux

des principaux ministres du gouvernement. Le pouvoir perd progressivement le contrôle des gangs qu'il a contribué à mettre en place.

Ceux-ci donnent l'assaut aux centres symboliques du pouvoir, faisant craindre un moment que Barbecue ne s'installe au palais national. La déstabilisation de l'État est telle que le Premier ministre, empêché de rentrer dans son propre pays par des bandits armés, est forcé à la démission. La mise en échec du Premier ministre, au-delà de l'occasion qu'elle offre de se débarrasser d'un incapable, est la preuve de l'effondrement de l'autorité de l'État. C'est ce qui explique que Barbecue, dans ses déclarations publiques, exige désormais une participation directe au pouvoir dans le cadre du Conseil présidentiel de transition mis en place le 30 avril 2024. Son discours pseudo-révolutionnaire trouve un écho auprès de certains jeunes désorientés par la dérive criminelle du pouvoir.

> Une nation à la dérive

L'intensité du désenchantement est à la mesure de la profondeur des inégalités et de la difficulté de trouver une solution aux écarts de richesse extrêmes. En effet, 20% de la population concentre 65% des richesses nationales, tandis que les 20% les plus pauvres se partagent 1% de la richesse nationale. C'est comme si l'heure de la révolution avait sonné, mais que la majorité refusât de joindre le mouvement, laissant une minorité de zélotes exprimer par le verbe et le feu son refus d'un système inégalitaire et cynique. Les masses laborieuses des faubourgs, trop préoccupées par leur survie au jour le jour, n'ont pas le temps d'aller manifester. Quant aux classes moyennes, laminées par l'exil (avec 85% des personnes titulaires d'un diplôme supérieur ou égal à un master qui vivent hors du pays), n'ont pas rejoint la contestation, prises de peur face aux exactions d'une foule en colère.

Dans sa position de précarité systémique au sommet d'une pyramide sociale dangereusement élargie à sa base, l'oligarchie se confond de plus en plus avec une pègre à laquelle elle s'associe pour continuer à exister. De nombreux hommes d'affaires et politiciens (dont des sénateurs et des députés) sont impliqués dans des trafics en tous genres. Qu'il s'agisse de la frontière terrestre avec la République dominicaine, de la frontière maritime avec la Jamaïque ou de la frontière aérienne avec les États de la Caraïbe continentale (Floride, Colombie, Panama), Haïti est au centre d'un réseau lié à l'économie souterraine des armes et de la drogue. Ce réseau a fini par prendre racine dans le tissu politique, économique et social au point de gangréner l'espace public.

> La fuite et l'isolement

Les Forces armées d'Haïti avaient été dissoutes par le président Jean Bertrand Aristide à son retour d'exil en

1994. Après une décennie marquée par une augmentation des violences, le pays a bénéficié entre 2004 et 2017 d'une certaine accalmie liée à la présence d'une mission onusienne. La Minustah, avec plus de 10.000 soldats et policiers, a permis d'apaiser les quartiers les plus remuants de la capitale, au prix d'une « pacification » souvent sanglante. Celle opérée par la police militaire brésilienne en particulier a laissé des traces dans les mémoires et sur les murs. La Police nationale, qui ne pouvait compter que sur 10.000 agents actifs en 2018, n'en compterait plus qu'à peine 7.000 du fait des défections de personnels aspirés par les facilités offertes temporairement par le gouvernement américain pour une émigration sans visa aux États-Unis.

Il y aurait plusieurs centaines de gangs dans la région métropolitaine. En février 2024, ils se sont fédérés sous la bannière de Viv Ansanm, avec à sa tête Jimmy Cherizier, alias Barbecue, pour partir à l'assaut des lieux du pouvoir. Après s'en être pris au pénitencier national, en libérant plusieurs milliers de détenus, dont des bandits condamnés à de lourdes peines, il se sont attaqués aux écoles, aux commissariats de police, aux églises, aux bibliothèques et aux temples. Ils se sont arrêtés littéralement aux marches du palais, puisque le Champ de Mars, cœur du pouvoir dans la capitale, est devenu un champ de bataille, au propre comme au figuré.

Le « pays en dehors » (autrement dit, la province) est relativement épargné par les violences des gangs. À l'inverse de la capitale, où il est plus facile de passer inaperçu, en province, la vigilance du voisinage constitue encore un frein à l'expression de certaines tendances asociales et la criminalité trouve un terreau hostile car la solidarité vicinale joue encore contre les intrus.

Les quartiers autoconstruits sont devenus des zones de non-droit livrés aux brigands : racket, vol et viol y sont devenus la règle. L'exode urbain a vidé ces quartiers de leurs habitants, qui cherchent refuge en province.

Les quartiers les plus huppés sont épargnés, mais les riches sont sur le qui-vive : ils sont la cible des preneurs d'otages qui les guettent sur les axes principaux.

Face à cette situation, aucun pays ne semble disposé à porter secours à Haïti, sous peine d'être aspiré dans la spirale de violence qui semble emporter le pays. Les Dominicains, qui sont les plus directement menacés, sont en train de construire un mur de plus de 160 kilomètres sur une frontière d'un peu plus de 370. Les Cubains sont hors jeu, du fait de l'embargo américain qui pèse sur leur pays depuis 1962. Les États-Unis, seul pays capable d'influer significativement sur la situation, ne font rien pour enrayer le trafic d'armes qui alimente le territoire depuis la Floride. Il y aurait plus de 600.000 armes de guerre en circulation dans le pays. Les Américains ont préféré fait

appel au Kenya pour prendre la tête de la mission de paix que l'ONU, faute d'un consensus entre les puissances au niveau du Conseil de Sécurité, ne peut plus endosser.

Haïti occupe la ligne de front des démocraties face au crime mondialisé. Le pays affronte seul les réseaux mafieux et les associations criminelles, qui disposent de têtes de pont en Floride, en Amérique du Sud et dans l'île et qui ont la capacité de mobiliser des moyens financiers et humains qui font défaut à l'État.

> Une solitude désenchantée

Derrière les agitations sporadiques qui ont marqué la fin du mandat de Jovenel Moïse, il y a l'exaspération profonde d'une population plongée dans une misère structurelle. Plus du tiers de la population vit en-dessous du seuil de pauvreté absolue. Les transferts d'argent de la diaspora, qui s'élèvent à 4 milliards de dollars annuels, permettent de subvenir aux besoins alimentaires les plus élémentaires, mais le pays ne produit pas suffisamment de biens ni de services pour se passer de l'aide publique au développement, qui représente le tiers du budget du gouvernement. C'est grâce à cette double perfusion des

transferts des migrants et de l'aide budgétaire des pays amis que l'État survit mais son sort n'est pas brillant à un moment où les bailleurs internationaux ont d'autres priorités à faire valoir. L'inflation accrue des années 2010-2020 et l'érosion du pouvoir d'achat qu'elle a entraîné pour les plus pauvres a jeté dans les rues les plus vulnérables. Les jeunes des quartiers défavorisés de Cité Soleil, de Canaan, de Pernier et de Carrefour, sans formation et sans avenir, sont devenus la proie de politiciens radicalisés qui s'en servent comme boucliers dans les manifestations les plus violentes, et de gangs qui les recrutent pour commettre les exactions les plus cruelles.

Dans la dialectique de la lutte des classes, sur le plan territorial, les exclus ont gagné. Les bandits, qui contrôlaient déjà les quartiers les plus pauvres de la capitale, ont étendu leur emprise sur le centre historique et les principaux axes de circulation avec la province, soit plus de 85% de la région métropolitaine. C'est une logique criminelle qui a conduit à l'effondrement de l'État. Poussée à son paroxysme, la terreur telle qu'elle est pratiquée et mise en scène sur les réseaux sociaux par les gangs, a débouché sur l'effondrement de l'État de droit en Haïti. ■

Toute correspondance est à adresser à :
Jean-Marie Théodat <Jean-Marie.Theodat@univ-paris1.fr>

> Cartographie des conflits

liés à l'extraction "verte" dans les Amériques

Mariana Walter, Institut Barcelona d'Estudis Internacionals (IBEI, Espagne) et Atlas mondial de la justice environnementale (EJAtlas), **Yannick Deniau**, Geocomunes (Mexique), et **Viviana Herrera Vargas**, Mining Watch Canada, Canada

Dans une [publication récente](#), nous avons examiné le travail de cartographie coproduit par des chercheurs de l'Atlas mondial de la justice environnementale (EJAtlas), Mining Watch Canada, ainsi que par des communautés affectées et des organisations sociales, afin de documenter la manière dont l'extraction de métaux et de minéraux jugés essentiels à la croissance verte et à la transition énergétique et numérique qui y est associée s'étend et provoque un impact et de la résistance dans les Amériques. L'article examine certains des mécanismes et des discours qui modèlent la politique d'expansion des frontières de l'extraction « verte » et analyse la manière dont ces processus créent

des tensions dans les dynamiques de mondialisation et de dé-mondialisation (externalisation à l'intérieur du pays ou relocalisation de type « onshoring » ou « reshoring »).

Nous avons répertorié 25 conflits miniers à grande échelle liés à l'extraction du lithium, du cuivre et du graphite en Argentine, en Bolivie, au Chili, au Pérou, en Équateur, au Panama, au Mexique, aux États-Unis et au Canada : neuf pays répartis sur l'ensemble des Amériques. Plus de 30 organisations et une douzaine de chercheurs ont contribué à ce travail en collaboration. Les participants ont apporté des connaissances, des expériences et des compétences différentes pour coproduire les études de cas et établir une cartographie dans le cadre de l'Atlas mondial de la justice environnementale.

> Une transition extractiviste

En 2020, la Banque mondiale estimait qu'au cours des 30 prochaines années, l'extraction de 3 milliards de tonnes de minéraux et de métaux serait nécessaire pour mener la transition énergétique mondiale et éviter une hausse des températures supérieure à 2°C. La demande en métaux et minéraux tels que le cuivre, le graphite, le nickel, le zinc, le chrome, le manganèse, le lithium, le cobalt ou les terres rares est actuellement en plein essor afin d'alimenter le développement de technologies et d'infrastructures telles que les réseaux électriques, les véhicules électriques, les énergies solaire et éolienne, les batteries, etc. Les scénarios de transition énergétique et numérique hégémoniques sont marqués par l'urgence d'extraire un volume sans précédent de métaux et minéraux très divers.

L'urgence affichée par les gouvernements et les acteurs du secteur privé pour garantir toute une variété de métaux et de minéraux et leurs chaînes d'approvisionnement accélère l'expansion continue des frontières de l'extraction, exacerbant les pressions de l'extraction et alimentant la résistance dans le Sud global, tout en suscitant des conflits



Source : Préparé par Y. Deniau.

Note : La carte montre les 25 cas documentés et les produits concernés. Les points gris représentent d'autres mouvements de résistance liés aux métaux et minéraux de transition répertoriés dans l'Atlas mondial de la justice environnementale (EJAtlas), qui n'ont pas été inclus dans cette étude.



Credit: Matheus Ribs, @o.ribs, 2021

liés à l'extraction dans les économies industrialisées. Les tensions liées à l'extraction sont particulièrement importantes dans les Amériques, qui contiennent, comme l'a montré l'US Geological Survey, une part importante des réserves mondiales connues de cuivre, de lithium, de terres rares, de nickel et de graphite. Ces territoires extraient déjà de grandes quantités de cuivre et de lithium, parmi d'autres matériaux jugés essentiels. L'Amérique latine est depuis plusieurs dizaines d'années la destination d'environ un tiers des investissements miniers mondiaux.

> Le consensus sur la décarbonation

Ce sont les voies principales de la transition énergétique mondiale menant à la décarbonation et à la sécurité énergétique qui sont à l'origine de ce nouveau boom mondial des matières premières. Breno Bringel et Maristella Svampa proposent le concept de « [consensus de la décarbonation](#) » pour définir l'accord capitaliste émergent visant à passer des combustibles fossiles à une économie à émissions réduites de carbone basée sur des technologies à faible teneur en carbone. Selon eux, ce consensus repose sur le discours selon lequel, pour lutter contre le réchauffement de la planète et la crise climatique, une transition basée sur l'électrification de la production et de la consommation ainsi que sur la numérisation est nécessaire. Cependant, au lieu de s'attaquer à la crise climatique et socio-écologique,

ce consensus semble y contribuer, en augmentant les inégalités socio-écologiques, en alimentant l'exploitation des ressources communes et en perpétuant la marchandisation de la nature. En fait, comme l'ont souligné différents activistes et chercheurs (tels que Lang, Hamouchène, Sandwell, Bringel et Svampa), ce processus exacerbe le colonialisme énergétique et ouvre une nouvelle phase de dépossession environnementale dans les pays du Sud.

Le concept d'« extractivisme vert » a été proposé pour définir le paradoxe selon lequel une forme d'extraction et d'accumulation destructrice pour l'environnement, chargée d'héritages coloniaux, est prônée comme la solution à la crise écologique et climatique (voir Voskoboinik et Andreucci, ou Zografos et Robins). Des données de plus en plus nombreuses montrent l'impact des activités extractives liées à la transition énergétique et numérique sur les peuples autochtones et leurs territoires, les risques pour la biodiversité et les risques de déforestation et les violations des droits de l'homme dans le monde entier.

> Changements géopolitiques et (dé)mondialisation

L'expansion actuelle des frontières extractives « vertes » – pour alimenter les programmes de croissance verte et leurs transitions – fait apparaître la convergence de pro-

>>

cessus interdépendants. La pandémie de Covid-19 et l'invasion de l'Ukraine par la Russie ont suscité des préoccupations accrues quant à la nécessité d'assurer le contrôle des chaînes d'approvisionnement en matières premières critiques et en énergie. En outre, le Covid-19 a également contribué à une grave récession et à l'augmentation de la dette publique, en particulier dans les pays du Sud, où les politiques extractivistes ont été renforcées. En fait, les organisations sociales ont dénoncé le fait que le Covid-19 a été instrumentalisé par les gouvernements et les entreprises pour faire avancer les activités extractives, avec pour conséquence la mise en danger de la santé des communautés et l'accélération de l'approbation de projets contestés sans participation ou consultation adéquate et sans possibilité de contestation publique effective.

Différentes évaluations des dépendances et des vulnérabilités concernant les matériaux critiques et les chaînes d'approvisionnement menées par l'Union européenne, le Canada et les États-Unis attirent l'attention sur les défis posés par une augmentation sans précédent de la demande de métaux et de minéraux, ainsi que sur la concurrence mondiale pour s'assurer le même réservoir de ressources. Ces évaluations soulignent également la forte dépendance à l'égard de pays tiers pour l'accès à certaines matières (la Chine, en particulier). Différentes stratégies nationales et internationales sont privilégiées pour garantir les chaînes d'approvisionnement en matériaux critiques. En outre, les gouvernements et les institutions internationales font ressortir que le développement des mines n'est pas assez rapide pour répondre à l'augmentation sans précédent de la demande prévue de matériaux critiques ; en guise de réponse, des processus d'autorisation et d'examen accélérés sont encouragés.

Dans le but de garantir les chaînes d'approvisionnement critiques, une série d'instruments internationaux sont en cours d'élaboration par différents pays. Des sommes sans précédent sont investies dans l'extraction de métaux et de minéraux critiques dans le monde entier, notamment en Amérique latine, dans le cadre de l'initiative chinoise de la nouvelle route de la soie (*Belt and Road Initiative*). Les instruments internationaux déployés par l'UE comprennent des partenariats stratégiques concernant les matières premières, des accords de libre-échange avec des chapitres spéciaux sur l'énergie et les matières premières, ou le *Global Gateway*. De tels accords sont actuellement mis au point avec le Chili, l'Argentine, le Mexique et le Canada, entre autres pays.

De cette manière, les pays sont en concurrence pour contrôler une vaste gamme de matériaux afin de répondre aux vulnérabilités de la chaîne d'approvisionnement, aux tensions géopolitiques et aux aspirations en matière de sécurité énergétique et économique, incluant les objectifs militaires. Cette concurrence entraîne une augmentation du protectionnisme et du nationalisme des ressources. En outre, l'urgence de garantir les chaînes d'approvisionnement accélère l'expansion des activités d'extraction (et

de traitement) à la fois sur les sites anciens et nouveaux, à l'extérieur et à l'intérieur des économies industrialisées. L'exploitation minière est relancée dans des pays qui avaient écarté ces activités. Cependant, les impacts et les résistances associés exacerbent les tensions à la fois sur les dynamiques de la mondialisation (par exemple, perturbations croissantes sur la chaîne d'approvisionnement et contestations) et de la démondialisation (relocalisation), mettant ainsi en évidence les limites des tendances actuelles de croissance et de consommation, ainsi que les limites potentielles d'une nouvelle phase de la mondialisation.

> Cartographie des discours et des mécanismes d'expansion de l'extraction verte

Le travail de cartographie qui nous intéresse ici a permis de mettre en évidence certains des mécanismes qui déterminent l'expansion des frontières de l'extraction « verte ». Dans les cas examinés, les gouvernements, les organismes de développement et les entreprises qualifient la poursuite de projets d'extraction de matériaux critiques d'objectifs positifs et urgents aux niveaux local, national (pour le développement, la transition écologique ou la sécurité) et mondial (pour le climat et le salut de l'humanité, et l'atténuation des risques ou la durabilité). Dans ces discours, la résistance à l'exploitation minière est par ailleurs qualifiée d'égoïste, d'irresponsable ou d'ignorante.

Cependant, des contre-discours affrontent et subvertissent également les discours dominants, remettant en question les relations de pouvoir inégales et les injustices socio-environnementales. Les mouvements socio-environnementaux et les communautés autochtones affirment que leurs territoires sont transformés en zones de sacrifice, ce qui accroît les vulnérabilités sociales et sanitaires et les incidences sur des écosystèmes, sources d'eau et sites du patrimoine culturel fragiles et mal connus. Alors que la criminalisation et les violences à l'encontre des manifestants locaux sont récurrentes dans le Sud global, des allégations de procédures décisionnelles et participatives inadéquates et déficientes sont relevées dans l'ensemble des Amériques. Au Canada et aux États-Unis, les procédures d'autorisation accélérées entretiennent les troubles.

Bien qu'il ne s'agisse pas d'un échantillon représentatif, 20 des 25 conflits miniers cartographiés concernent des populations autochtones. Cela inclut quatre des six cas répertoriés au Canada et aux États-Unis, qui sont pour la plupart de nouveaux projets. Les peuples autochtones dénoncent les modèles coloniaux qui structurent l'expansion des frontières de l'extraction « verte », sacrifiant des corps et des territoires tout en mettant en péril le patrimoine naturel et culturel de l'humanité, au lieu de le sauver.

De nombreux cas documentés illustrent l'expansion des frontières de l'extraction et des tensions socio-écologiques à travers les Amériques. De nombreux territoires, déjà sou-

mis à des pressions socio-environnementales intenses et prolongées, connaissent une intensification des impacts et des conflits, aggravant la répartition injuste des charges. À Andalgalá (Argentine), l'Assemblée d'Algarrobo s'oppose au développement du projet d'exploitation du cuivre et du molybdène Agua Rica-Alumbrera (MARA). Les communautés sont principalement préoccupées par les impacts sur les sources d'eau et les environnements glaciaire et périglacière. Ces inquiétudes découlent de l'expérience négative vécue avec la mine d'Alumbrera, qui pendant les 20 années de son fonctionnement a entraîné une dégradation de l'environnement, une contamination de l'eau et une réduction des terres agricoles. Le projet Alumbrera vise à traiter les ressources d'Agua Rica, situé à 35 kilomètres. Cependant, la région est déjà confrontée à de graves pénuries d'eau, ce qui a conduit à des déclarations répétées d'état d'urgence en matière d'eau, d'environnement et d'agriculture. L'Assemblée d'Algarrobo dénonce le fait que l'entreprise consommerait 300 millions de litres d'eau par jour, soit plus de six fois la quantité utilisée par les 12.600 habitants de la région. Le mouvement de résistance, vieux de 20 ans, a été confronté à la violence et à la criminalisation. Au Canada, les communautés qui s'opposent au projet North American Lithium (NAL) invoquent des preuves officielles faisant état d'impacts réels et d'études hydrogéologiques inadéquates. À Chumbivilcas, au Pérou, les communautés autochtones signalent de graves répercussions sur l'environnement et l'eau de la mine de cuivre La Constancia. De même, au Chili, des collectifs comprenant des peuples autochtones dénoncent la mine de La Escondida pour les dommages continus, permanents, cumulatifs et irréparables qu'elle cause à l'aquifère souterrain du salar de Punta Negra.

Les groupes qui s'opposent à l'extraction du lithium considèrent que les évaluations environnementales et les procédures de prise de décision ne tiennent pas suffisamment compte des impacts cumulés des différents projets miniers. En Argentine, la Fundación Yuchan a dressé une carte montrant les multiples projets d'exploitation de saumure de lithium dans le salar del Hombre Muerto. Cette carte visait à recentrer l'attention des projets individuels vers une approche territoriale, en mettant en évidence les pressions cumulées sur les systèmes hydriques – un aspect qui, selon la Fundación Yuchan, est absent des évaluations officielles. Cette perspective plus large a joué un rôle crucial dans l'obtention d'une décision de justice interdisant l'octroi de nouvelles licences d'exploitation du lithium en mars 2024. Les communautés ont fait valoir qu'en dépit des preuves d'impact continu sur la disponibilité de l'eau, avec les rivières et les écosystèmes qui s'assèchent, les animaux qui migrent ou meurent, et les moyens de subsistance qui sont perturbés, les permis pour l'extension et la création de nouvelles mines de lithium continuaient d'être accordés.

La cartographie coproduite qui a inspiré cet article vise à s'éloigner d'une analyse scalaire, en examinant l'expansion locale et continentale des frontières de l'extraction,

en même temps que l'impact local et cumulé, ainsi que les conséquences et les résistances qui en résultent.

> Remarques finales

La dégradation écologique a éveillé l'attention générale, mais il ne faut pas sous-estimer l'importance de la résistance sociale de la base à l'expansion de l'extraction « verte ». Les experts affirment qu'à l'approche de scénarios de pénurie de minéraux et de métaux critiques, les facteurs environnementaux, sociaux et de gouvernance sont susceptibles de constituer dans les décennies à venir le principal risque pour les chaînes d'approvisionnement en métaux et en minéraux, au-delà de l'épuisement direct des réserves. En effet, alors que les communautés locales et les organisations socio-environnementales résistent à l'expansion des frontières de l'extraction au niveau mondial, les gouvernements et les institutions financières s'inquiètent de plus en plus des défis que les impacts socio-environnementaux et la résistance à l'exploitation minière posent pour la croissance verte et les programmes de transition. Dans le monde entier, les conflits retardent et interrompent les projets d'extraction, entraînant des augmentations de coûts significatives, y compris la perte de productivité due aux retards, qui peuvent aller de plusieurs milliers à plusieurs millions de dollars. Des mobilisations sociales massives ont forcé l'annulation de projets miniers dans plusieurs pays, dont l'Espagne, la Serbie, le Panama et l'Argentine. Les enjeux politiques sont également importants : en 2023, des allégations de corruption dans l'exploitation de mines de lithium au Portugal ont entraîné la démission du Premier ministre.

En outre, bien que le présent article se soit concentré sur l'extraction, des tensions apparaissent tout au long des chaînes d'approvisionnement, incluant la transformation, le transport, le traitement/recyclage et la production d'énergie à faible teneur en carbone (par exemple, l'énergie solaire et éolienne) et les infrastructures. Les pressions sans précédent exercées par les scénarios de croissance verte sur l'extraction et la consommation de matériaux repoussent les frontières de l'extraction « verte » (et les chaînes d'approvisionnement) vers des territoires inexplorés. Cela inclut une nouvelle échelle et une accélération de l'extraction, l'incertitude concernant les impacts, et l'exploration de nouvelles frontières telles que les mers profondes ou l'espace, à la fois dans les pays du Sud et au sein des économies industrialisées. Comme nous l'avons vu, ce processus aggrave les crises écologiques et encourage la résistance, freinant l'expansion dans certaines régions et structurant la politique d'expansion de l'extraction « verte ». Cette résistance crée des tensions dans les dynamiques de mondialisation et de relocalisation, soulignant non seulement les limites de la croissance et de la consommation, mais aussi les contraintes potentielles liées à une nouvelle phase de la mondialisation. ■

Toute correspondance est à adresser à :
Mariana Walter <marianawalter2002@gmail.com>

* Une version plus longue de ce texte a été publiée le 26 décembre 2024 dans [Critical Sociology](#).

> Brève cartographie

des associations latino-américaines de sociologie

Miguel Serna, Universidad de la República (Uruguay)

Au cours des dernières décennies, la sociologie en tant que profession s'est développée du point de vue du nombre et de la qualité de ses diplômés, dans une variété de domaines et de rôles dans la société. L'importance croissante de la question sociale dans le contexte de crises économiques récurrentes, la persistance d'inégalités structurelles qui ont fragmenté le tissu social, et l'émergence de nouveaux acteurs sociaux ont conduit à de nouvelles attentes concernant la recherche sociale. Cet article aborde le développement de la sociologie du champ académique au champ professionnel en Amérique latine à travers une analyse comparative des associations de sociologie dans la région, de leurs caractéristiques et de leur évolution.

> Des débuts difficiles

L'institutionnalisation de la sociologie en Amérique latine a été difficile et marquée par diverses tensions, concernant notamment la promotion de la recherche sociale, la défense de l'autonomie académique, l'engagement public et l'internationalisation de la vie scientifique.

Les initiatives pour développer la sociologie à l'université remontent au milieu du XX^e siècle et ont suivi un parcours sinueux marqué par divers obstacles institutionnels, des rythmes variés, des avancées et des reculs. Les sociologues latino-américains ont commencé à exercer dans un cadre universitaire traditionnel dominé par une matrice fondatrice d'universités orientées vers la formation de professions libérales classiques. Le Brésil a connu une trajectoire différente, avec un développement universitaire plus tardif mais accéléré par l'adoption du modèle nord-américain, avec des instituts de philosophie et de sciences humaines et des départements de développement de la recherche. Sur l'ensemble du continent, les sociologues ont développé une pratique académique dont l'objectif n'était pas exclusivement l'enseignement et la formation de professionnels, mais la pratique d'une recherche sociale obéissant aux critères de la méthode scientifique.

Le développement de la sociologie en tant que discipline scientifique a été étroitement lié à un modèle universitaire issu de la tradition réformatrice latino-américaine, caractérisé par l'engagement politique et la défense de l'autono-

mie universitaire par rapport aux gouvernements. Le souci d'une recherche sociale rigoureuse s'est ainsi conjugué à une tradition militante de résistance à l'ordre social établi, en particulier face à la persistance de régimes politiques et d'interventions autoritaires dans la région. Dans le cadre du récent cycle de démocratisation, les processus d'institutionnalisation académique et de professionnalisation de la sociologie ont été appelés à évoluer pour mieux répondre à des attentes sociales internes et externes croissantes.

> Une profession enracinée localement, qui s'est rapidement internationalisée

Les communautés sociologiques latino-américaines se sont développées suivant un double axe, l'enracinement local de la production de connaissances sociologiques intervenant en dialogue avec les espaces académiques latino-américains et internationaux. L'intégration précoce de la sociologie dans les circuits d'internationalisation a été manifeste avec l'adhésion simultanée à l'Association internationale de sociologie (ISA) et à l'Association latino-américaine de Sociologie (ALAS) en 1950. Ont suivi l'Association latino-américaine de Sociologie rurale en 1969 et l'Association latino-américaine d'Études sur le travail en 1993, ainsi que, à l'échelle sous-régionale, l'Association centro-américaine de Sociologie en 1974. Cette internationalisation de la sociologie s'est également accompagnée d'un dialogue permanent avec d'autres sciences sociales, qui s'est traduit par une participation active à des réseaux régionaux tels que la CEPALC (1948), la FLACSO (1957) et le CLACSO (1967).

De nombreux indicateurs ont témoigné de la formation progressive de communautés académiques de sociologie (centres de recherche, universités, carrières, publications spécialisées, etc.) mais cette évolution a en même temps été rendue possible et renforcée par tout un ensemble d'acteurs, de professeurs, d'intellectuels et de professionnels de la sociologie qui ont exercé leur profession dans divers domaines, ont créé des réseaux et des associations, et se sont réunis lors d'événements publics pour se présenter à la société en tant que catégorie et groupe professionnel.

La célébration d'une date commémorative officielle du sociologue est un rituel d'appartenance collective à la profession. Au Chili, il s'agit de la journée nationale du so-

>>

ciologue, le 24 novembre, qui commémore la création du Collège des Sociologues du Chili en 1982. En Colombie, le 10 décembre rappelle la création de la première chaire de sociologie dans le pays en 1882. Au Panama, la date célébrée est le 12 décembre, en l'honneur du sociologue et écrivain Raúl Leis Romero, tandis qu'au Pérou, c'est le 9 décembre, en souvenir de la création de la première chaire de sociologie à l'Université de San Marcos en 1896. Enfin, au Venezuela, le 11 février rappelle la fondation du premier Collège de Sociologues et d'Anthropologues.

> Principaux objectifs et développement des associations de sociologie

Afin de présenter une vue d'ensemble, une classification des associations de sociologie en Amérique latine a été établie selon : a) le champ d'action prioritaire (académique ou professionnel), b) l'ancienneté et la longévité, et c) la portée territoriale. (voir Table 1).

L'analyse combinée de la nature (académique ou professionnelle) et des variables temporelles (ancienneté et longévité) des associations révèle des observations empiriques intéressantes, avec notamment un développement lent et inégal des associations sur le long terme, en même temps qu'une croissance progressive du nombre d'associations et de pays dotés d'associations.

L'analyse longitudinale comparative a permis d'établir trois périodes historiques avec des profils spécifiques. La sociologie latino-américaine a connu une période fondatrice entre les années 1930 et 1970, caractérisée par le développement d'associations issues du monde académique, de réseaux et de modes d'expression au niveau national et régional. Cette période a été suivie d'un cycle d'expansion des associations avec un profil plus professionnel, dans les années 1980 et 1990, durant lesquelles la pratique de la profession sociologique est passée du milieu universitaire à des domaines extra-universitaires. Cette évolution s'est accompagnée d'une croissance du nombre de diplômés et des domaines d'exercice non académiques de la profession. Enfin, la période qui s'étend sur les deux premières décennies du XXI^e siècle s'est caractérisée par la diversification et la consolidation institutionnelle de la formation des sociologues et par l'enracinement des institutions et des associations au niveau territorial. Cette période a été marquée par une croissance progressive et parallèle des associations académiques et professionnelles dans de nombreux pays d'Amérique latine.

> Réseaux, solidarité internationale et émergence de collèges et d'associations professionnelles

Diverses associations ont contribué à la production collective de multiples formes de solidarité et au développement de réseaux. Cela a contribué à divers égards à

doter la sociologie professionnelle d'un sentiment d'appartenance et d'une identité endogène (notamment à travers l'adhésion à un groupe ou l'organisation de rencontres à l'occasion de manifestations sociologiques et de congrès de sociologie). Il y a également eu des mobilisations, des prises de position et des engagements publics en faveur de causes sociales et pour défendre des groupes sociaux vulnérables, ainsi que des pratiques orientées vers la solidarité internationale, en particulier dans les réseaux latino-américains.

La constitution de collèges et d'associations ayant un profil professionnel ou de guildes et visant à défendre, promouvoir et renforcer le champ professionnel de la sociologie correspond à une évolution plus récente. Cette évolution est liée à la légitimation publique des connaissances et de la profession sociologiques, ainsi qu'au développement de réglementations légales et normatives relatives à l'exercice de la profession. Ces réglementations sont hétérogènes et partielles : dans la plupart des cas, il n'existe aucune législation spécifique pour la profession, tandis que dans plusieurs pays (tels que l'Argentine, le Chili, le Costa Rica, le Pérou et l'Uruguay), les collèges professionnels sont strictement réglementés, tant au niveau national qu'infranational.

> Risques et défis actuels

Loin d'avoir été linéaires, l'évolution et les progrès du monde académique, des associations et du métier de sociologue ont connu de multiples obstacles et difficultés. D'une part, les secteurs conservateurs en Amérique latine se méfient des sciences sociales et de la sociologie en particulier, les sociologues étant perçus comme une menace pour l'ordre social. D'autre part, les nouvelles exigences sociales en matière de connaissances scientifiques et professionnelles peuvent entraîner des risques qui compromettent des aspects importants de la pratique de la profession de sociologue.

À cela s'ajoutent les transformations du monde des professions. On pense notamment à la multiplication et à la dévaluation relative des titres et diplômes universitaires, ainsi qu'aux processus de flexibilisation et de précarisation sur le marché du travail. En outre, l'irruption du télétravail, qui a des conséquences en termes de distribution des soins et d'inégalités entre les sexes, a été particulièrement visible dans les sciences sociales. En raison des exigences croissantes de productivité du capitalisme cognitif, il existe également le risque de remplacer l'attitude critique et la réflexion analytique par une surévaluation des compétences non techniques et de la gestion technique des données du marché.

Pour la profession sociologique, la difficulté consiste à s'adapter aux exigences de la nouvelle dynamique de la connaissance sociale sans perdre son sens de la critique

Champ	Années	Associations nationales	Associations régionales
académique	1930-59	Société brésilienne de Sociologie	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes Association latino-américaine de Sociologie Faculté latino-américaine de Sciences sociales
académique	1960-79	Association colombienne de Sociologie	Conseil latino-américain de Sciences sociales Association centraméricaine de Sociologie Association latino-américaine de Sociologie rurale
professionnel	1980-89	Conseil de Professionnels en Sociologie (Ville de Buenos Aires) Collège des Sociologues de la Province de Buenos Aires Collège des Sociologues de San Juan Collège des Sociologues du Chili Collège des Sociologues du Pérou	
professionnel	1990-99	Association panaméenne de Sociologie Association des Sociologues diplômés de l'Université du Panama Collège de Sociologie et des Sciences sociales du Panama Collège des Sociologues de l'Uruguay	Association latino-américaine d'Études sur le Travail
professionnel	2000-09	Association des Sociologues de la République d'Argentine Association des professionnels de la Province de Mendoza Réseau de Sociologie des Universités chiliennes	
professionnel	2010-09	Association argentine de Sociologie Collège des Sociologues de Santiago del Estero Syndicat des Sociologues de l'État de Sao Paulo Syndicat des Sociologues de l'État de Rio de Janeiro Fédération nationale des Sociologues Association colombienne de Sociologie (refondation) Collège de Professionnels en Sociologie du Costa Rica Association salvadorienne des Sociologues et des Professionnels des Sciences sociales Association hondurienne de Sociologie Association paraguayenne de Sociologie Collège de Sociologues et Anthropologues de Paria (Venezuela)	

Table 1.

Note : Certains pays n'ont pas d'associations académiques nationales de sociologie mais disposent de centres universitaires de sociologie (instituts, départements, collèges, etc.) reconnus internationalement dans les milieux académiques, le cas le plus représentatif étant le Mexique. Certains pays disposent à la fois d'associations nationales et de centres universitaires de référence, comme l'Argentine, le Brésil, la Colombie, le Venezuela et l'Uruguay.

et de l'engagement social. Cela implique de reprendre à son compte l'héritage historique d'activisme de la sociologie latino-américaine, d'engagement en faveur de changements profonds de l'ordre social et de la culture de résistance anti-autoritaire. Dans un contexte de changement d'époque, cela nécessite d'assumer le rôle de la critique intellectuelle des structures de pouvoir et de dénonciation publique des inégalités sociales qui affectent la région. En outre, il est nécessaire de retrouver le regard sociologique critique sur la société pour rendre visibles les problèmes et les acteurs sociaux qui ont été marginalisés, en révélant les mécanismes sociaux qui rendent possible la re-

production des institutions de pouvoir et des inégalités, et en remettant en question, par une réflexion critique, la simplification et la naturalisation du sens commun dans l'explication des thèmes de société récurrents (comme la violence et ses utilisations).

En bref, il est nécessaire de recourir à « l'imagination sociologique » comme ressource professionnelle essentielle. Au-delà des héritages, des conditionnements et des difficultés, ses associations et son savoir-faire sont vraisemblablement les plus grandes forces de la sociologie face aux changements de la société. ■

Toute correspondance est à adresser à :
Miguel Sema <miguel.sema@cienciassociales.edu.uy>

* Pour l'analyse des données, je tiens à remercier mes collègues du réseau ALAS d'associations de sociologie et d'associations professionnelles, en particulier Eduardo Arroyo (Pérou), Ana Silvia Monzón (Guatemala), Flavia Lessa de Barros (Brésil), Alejandro Terriles (Argentine), Raúl González Salazar (Venezuela), Briseida Barrantes Serrano (Panama), Carmen Camacho Rodríguez (Costa Rica), et Mónica Vargas (Chili).

> La sociologie latino-américaine et caribéenne en temps de crise et d'incertitude

Association latino-américaine de Sociologie (ALAS)



Crédit : Association latino-américaine de Sociologie (ALAS).

La pensée sociale critique qui a fait depuis 1950 de ALAS un mouvement intellectuel lié à son époque se retrouve dans nos congrès. Le congrès de la République dominicaine est l'aboutissement de deux années de préparation qui sont l'expression de la continuité de l'effort pour donner un sens historique et civilisationnel à la sociologie, aux sciences sociales, aux arts et aux sciences humaines. Notre Amérique Afro-Abya Yala est caribéenne et latino-américaine ; nos liens interculturels nourrissent la diversité de genre, des ethnies, des régions et des pays et renouvellent les défis de notre intégration autonome, critique de la colonialité du pouvoir, émancipatrice et ouverte aux alterna-

tives créatrices d'autres formes de coexistence, contraires à toute forme d'exclusion, d'inégalité ou de discrimination.

La polycrise, en tant que phénomène global, systémique et multidimensionnel qui traverse toutes les échelles géopolitiques, est le résultat d'une crise de l'ordre mondial fondé sur les règles occidentales. Parallèlement à cela, nous assistons à l'émergence d'un multipolarisme dans lequel les Caraïbes et l'Amérique latine sont en mesure de construire des relations Sud-Sud, basées sur le Non-Alignement Actif et la lutte pour un Nouvel Ordre Économique, politique, culturel et social.

Ce contexte exacerbe les inégalités sociales et la concentration brutale des revenus, et accélère des processus d'appauvrissement sans précédent. Nous souffrons de la désindustrialisation, de l'extractivisme, de la précarité de l'emploi dans l'économie dite informelle – des facteurs qui induisent des processus complexes d'accumulation par dépossession qui affectent particulièrement les peuples originaires et les descendants d'Africains.

La violence prend la forme de la mort, de la violation des droits de l'homme, de centaines de milliers de personnes disparues, et du déplacement forcé, à l'échelle interne et internationale, de millions de personnes amenées à migrer. Tout cela s'ajoute à l'affaiblissement de l'État provoqué par les politiques économiques, avec son pendant nécropolitique, porté par le crime organisé et l'empire des puissants. De même, sont réitérées les coutumes conservatrices qui alimentent les exclusions sociales, l'intolérance et la discrimination, le pouvoir androcentrique et la stigmatisation des dépossédés et des jeunes, produisant une société fragmentée.

Notre continent traverse une crise socio-environnementale de la biodiversité et de l'interculturalité, à l'origine d'une lutte acharnée pour les biens de la nature, pour leur privatisation et pour la domination des stratégies d'exploitation et d'exclusion. Face à cela, nous constatons la ca-

>>

pacité des mouvements socio-environnementaux qui déploient des stratégies écosociales et interculturelles dans le Sud global.

L'action collective féministe a contribué depuis plusieurs décennies à des changements décisifs dans les relations de genre en Amérique latine et dans les Caraïbes, grâce à l'extension et à la consolidation des droits sexuels et reproductifs ainsi qu'à l'émergence de revendications en faveur d'une société du soin et des changements institutionnels qui la favorisent.

Si, en 2019, les mobilisations sociales ont fait émerger de nouveaux imaginaires et des attentes de changement et d'alternatives, la pensée sociale critique doit faire un bilan attentif de leur portée et des nouveaux scénarios, en particulier avec l'offensive de l'ultra-droite. Les récents résultats électoraux aux États-Unis et dans plusieurs pays d'Amérique latine ont bénéficié du soutien populaire et approfondissent les craintes fondées quant à l'impact en Amérique latine et dans les Caraïbes du rôle de déstabilisation du nationalisme suprématiste blanc, patriarcal et raciste, qui exacerbe la persécution des migrants, provoque une guerre économique dévastatrice pour la région, renforce le pouvoir du complexe militaro-industriel, dynamite la capacité de régulation de l'État et conduit à renoncer à toute action multilatérale pour faire face à la grave polycrise qui affecte toutes les sphères de la vie.

Ce Congrès international de ALAS dans les Caraïbes accueille avec perplexité et inquiétude le pilonnage des conquêtes issues des luttes sociales qui ont considérablement démocratisé nos sociétés. C'est l'occasion d'exprimer notre rejet des discours de haine, de la banalisation de la violence dans les conflits armés, de la disqualification et du mépris des droits publics – y compris la liberté d'expression –, de la criminalisation des manifestations publiques et de la propagation extrême de l'individualisme.

Nous sommes également solidaires des diverses revendications de l'enseignement public, en particulier la défense des sciences sociales, de la sociologie et de l'ensemble des savoirs ancestraux des communautés.

Nous défendons une sociologie globale, critique et cosmopolite, capable de réactiver les concepts et les réflexions de tant de générations de sociologues qui rendent compte de l'imagination sociologique, engagés dans les utopies et solidaires de l'émancipation des citoyens et des peuples.

De même, nous considérons que les nouvelles sciences, les révolutions scientifiques et de l'intelligence artificielle, ainsi que les technologies numériques, doivent être intégrées d'une manière qui ne soit pas aliénante, qui soit étrangère au consumérisme, sensible à la nature, et qui favorise la coexistence démocratique.

L'Amérique latine et les Caraïbes sont porteuses d'identités et de sentiments d'appartenance inclusifs qui tendent vers une coexistence pacifique de leurs peuples et nationalités dans le « bien vivre ». Leur vocation est radicalement pacifiste, opposée au génocide du peuple palestinien par le gouvernement israélien, et pour la paix dans la justice et la dignité en Ukraine et dans tous les autres conflits armés que subit l'humanité en Afrique du Nord et en Asie du Sud.

ALAS, en tant que protagoniste et que manifestation académique et sociale de l'unité dans la diversité face aux crises et incertitudes mondiales susmentionnées, s'engage à mettre en commun son héritage historique dans le cadre de la pensée critique pour cultiver la créativité et promouvoir la production de connaissances sociologiques transformatrices, en élargissant et en approfondissant par sa praxis le droit universel à la justice sociale et cognitive. ■

Déclaration de l'Assemblée générale de ALAS lors du XXXIV^e Congrès latino-américain de sociologie, Saint-Domingue, République dominicaine, 7 novembre 2024.

